

Transcontinental inc. termine l'exercice 2013 avec une performance soutenue

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T4-13	T4-12	%	2013	2012	%
Revenus	566,3	585,1	(3,2)	2 110,1	2 112,1	(0,1)
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾ (BAIIA ajusté)	112,6	123,8	(9,0)	349,1	357,6	(2,4)
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ (BAII ajusté)	86,1	96,4	(10,7)	243,8	245,2	(0,6)
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	58,2	61,9	(6,0)	157,2	149,4	5,2
Par action	0,75	0,77	(2,6)	2,02	1,85	9,2
Résultat net attribuable aux actions participantes	(92,2)	(51,9)	-	(14,5)	(183,3)	-
Par action	(1,19)	(0,65)	-	(0,19)	(2,27)	-

Note 1: Veuillez consulter le tableau « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse.

Faits saillants de l'exercice 2013

- Croissance du résultat net attribuable aux actions participantes ajusté qui est passé de 149,4 millions de dollars à 157,2 millions, une augmentation de 5,2 %; par action participante, il est passé de 1,85 \$ à 2,02 \$.
- Excellente performance du secteur de l'impression, dont la réalisation de synergies issues de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. de 30 millions de dollars en 2013 et de 40 millions de dollars depuis l'acquisition en mars 2012.
- Enregistrement d'une charge de dépréciation d'actifs (incluant goodwill) de 170 millions de dollars principalement en raison des conditions de marché difficiles dans le secteur des médias.
- Lancement réussi d'une offre de service d'impression de matériel promotionnel sur le lieu de vente, pour les détaillants canadiens, générant 25 millions de dollars de ventes annualisées en 2013.
- Encaissement d'un montant de 200 millions de dollars américains en vertu de la renégociation d'une entente avec Hearst Corporation.
- Déclaration d'un dividende spécial de 1,00 \$ par action participante, ou approximativement 78 millions de dollars, en plus du dividende régulier.
- Maintien d'une solide position financière avec un ratio d'endettement net de 0,91x.
- Conclusion d'un accord définitif en vertu duquel la Société a convenu d'acquérir tous les journaux locaux du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média, pour un prix d'achat de 75 millions de dollars, ainsi qu'une entente avec Québecor Média visant à imprimer certains de ses magazines et documents de marketing direct.

Montréal, le 5 décembre 2013 – Pour l'exercice 2013, les revenus de Transcontinental inc. (TSX: TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) sont demeurés stables à 2,1 milliards de dollars. Cette performance est principalement reliée aux contributions des acquisitions, plus particulièrement celle de Quad/Graphics Canada, inc. Ce résultat a toutefois été atténué par la fin du contrat d'impression et de distribution des circulaires de Zellers, par une baisse de volume dans nos activités d'impression de magazines et de livres, par un environnement publicitaire difficile, et par les incitatifs accordés lors du renouvellement de certains contrats en 2012.

Le résultat opérationnel ajusté a légèrement diminué de 0,6 %, passant de 245,2 millions à 243,8 millions de dollars. Cette légère baisse est principalement due à la variation du prix de l'action au cours de l'exercice 2013 comparativement à 2012 (une appréciation

du cours de l'action de 62 %), qui a augmenté la charge relative à la rémunération à base d'actions, ainsi qu'aux raisons susmentionnées. Cette diminution du résultat opérationnel ajusté a toutefois été atténuée par des synergies issues de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. ainsi que par l'optimisation de notre structure de coûts à l'échelle de l'entreprise. Le résultat net attribuable aux actions participantes s'est amélioré, passant d'une perte de 183,3 millions de dollars, ou 2,27 \$ par action, à une perte de 14,5 millions, ou 0,19 \$ par action. Cette amélioration est surtout attribuable à des ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat de 115,2 millions de dollars enregistrés en 2012, incluant les frais financiers, ainsi qu'à une charge de dépréciation d'actifs moins élevée en 2013. Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 5,2 %, passant de 149,4 millions de dollars, ou 1,85 \$ par action, à 157,2 millions, ou 2,02 \$ par action.

« Au cours de l'année 2013, dans le contexte d'une industrie en profonde transformation, nous avons produit de solides résultats qui reflètent l'excellence de notre compétence manufacturière et nos efforts en développement de nouveaux produits et services, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction. Je suis particulièrement fier de la performance solide de notre secteur de l'impression qui a augmenté son résultat opérationnel ajusté de 12 %, ou 23 millions de dollars, ce qui fait de l'exercice 2013 une année record pour nos activités d'imprimerie. Ces résultats sont principalement liés à l'intégration réussie des activités de Quad/Graphics Canada, inc. à notre réseau d'imprimeries qui a généré d'importantes synergies et favorisé une plus grande optimisation de notre plateforme. Aussi, en dépit de la faiblesse du marché publicitaire qui continue de représenter un défi, je constate que l'introduction de nouveaux produits de médias numériques en 2013 et les investissements dans des secteurs d'activité non liés à la publicité, comme l'édition pédagogique, ont favorisé le maintien de nos revenus.

« Grâce à notre excellente position financière et à notre capacité de générer d'importants flux de trésorerie, nous avons pu réduire notre dette de façon significative tout en versant aux actionnaires participants un dividende spécial en plus du dividende régulier. Notre bilan solide nous donne toute la flexibilité financière nécessaire afin de poursuivre stratégiquement notre transformation en lien avec nos employés, nos collectivités, nos actionnaires et nos clients. »

Autres faits saillants pour l'exercice 2013

Secteur de l'impression

L'année 2013 a vu le résultat opérationnel ajusté de notre secteur de l'impression augmenter de façon significative de 12 %, ou 23 millions de dollars, pour s'établir à 223 millions de dollars. L'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. a généré des synergies de 30 millions de dollars en 2013 et de 40 millions de dollars depuis l'acquisition en mars 2012. Au cours de l'exercice 2013, nous avons conclu plusieurs ententes pluriannuelles évaluées à plus de 40 millions de dollars par année. Nous avons réalisé, entre autres, une entente avec Safeway U.S. pour l'impression de circulaires à notre usine de Fremont en Californie, une entente de cinq ans pour imprimer le journal *Calgary Herald* et le journal *Vancouver Sun*, propriétés de Postmedia Network Inc., et une entente avec Shoppers Drug Mart/Pharmaprix dans le nouveau créneau prometteur de l'impression de matériel promotionnel sur le lieu de vente.

Secteur des médias

Ted Markle a été nommé président du secteur des médias. Il a par la suite révisé la structure organisationnelle du secteur dans le but de réduire les coûts et d'augmenter le retour sur les investissements. Nous avons conclu une alliance stratégique avec Zone3 visant la production par cette dernière des contenus télévisuels des marques de TC Media et par laquelle toutes nos activités de production télévisuelle se fondent à celles de Zone3. Nous avons lancé avec succès le magazine féminin inspirant *Véro* ainsi que quatre marques phares de TC Media sur iPad, soit *Coup de pouce*, *Canadian Living*, *ELLE Québec* et *Elle Canada*. Nous avons relancé avec succès des titres à potentiel élevé, soit *Coup de pouce*, *Canadian Living* et *Western Living*. Afin de nous diversifier en capturant des sources de revenus non liés à la publicité, nous avons acquis le Groupe Modulo, éditeur de matériel pédagogique de langue française. Nous avons aussi lancé l'Incubateur TC Media, un laboratoire qui veillera à la création, au développement et à l'incubation de nouveaux produits numériques. Nous avons aussi introduit les nouvelles plateformes médias innovatrices AutoGo.com et JobGO.ca. Enfin, à la lumière des analyses qui se font régulièrement par le secteur des médias, nous avons pris la difficile décision de retirer *More* et *Vita*, dont les résultats n'étaient plus au rendez-vous.

Faits saillants financiers

L'année 2013 a été marquée par une diminution de notre dette grâce à d'importants flux de trésorerie ainsi qu'à l'encaissement d'un montant de 200 millions de dollars américains en vertu de la renégociation d'une entente avec Hearst Corporation. Le ratio d'endettement net ajusté s'est amélioré, passant de 1,32 x au 31 octobre 2012 à 0,91 x au 31 octobre 2013. Au cours de l'exercice 2013, TC Transcontinental a poursuivi une approche à multiples volets quant à l'allocation du capital. La Société a misé sur sa croissance future en investissant un total de 74 millions de dollars en dépenses en immobilisations corporelles et en actifs incorporels et par l'entremise d'acquisitions stratégiques totalisant 25 millions de dollars. Elle a également versé des liquidités aux actionnaires par le paiement de dividendes trimestriels d'une valeur de 52 millions de dollars aux détenteurs d'actions participantes et privilégiées, en payant un dividende spécial de 78 millions de dollars aux détenteurs d'actions participantes et en rachetant des actions participantes pour un total de 12 millions de dollars.

Enregistrement de dépréciation d'actifs

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a enregistré une charge de dépréciation d'actifs de 170 millions de dollars, dont 160 millions de dollars sont liés au goodwill, principalement en raison des conditions de marché difficiles dans le secteur des médias qui continuent de toucher défavorablement les revenus publicitaires de certains groupes d'affaires.

Le quatrième trimestre

Les revenus de TC Transcontinental ont diminué au quatrième trimestre passant de 585,1 millions en 2012 à 566,3 millions de dollars en 2013, principalement en raison des conditions de marché difficiles qui ont touché nos activités d'impression de magazines et de livres. Cette baisse est également attribuable à la faiblesse du marché publicitaire qui a continué d'influencer notre secteur des médias, surtout sur le plan local, ainsi qu'à la fin du contrat d'impression et de distribution des circulaires de Zellers à la suite de la fermeture de ses magasins. Elle a été partiellement atténuée par de nouveaux contrats dans le secteur de l'impression.

Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel ajusté a diminué de 10,7 %, passant de 96,4 millions à 86,1 millions de dollars. La raison principale de cette baisse est la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2013, ce qui a augmenté la charge relative à la rémunération à base d'actions, ainsi que des éléments non récurrents favorables enregistrés au quatrième trimestre de 2012. Le résultat combiné des deux secteurs opérationnels a été relativement stable. Le secteur de l'impression a augmenté son résultat opérationnel ajusté de 12 %, ou 7 millions de dollars, principalement en raison des synergies issues de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. et d'une diminution de nos coûts découlant de l'optimisation de notre plateforme dans le secteur de l'impression. Le résultat opérationnel ajusté du secteur des médias a subi une baisse de 28 %, ou 9 millions de dollars, au cours du quatrième trimestre. Cette baisse est surtout attribuable à la faiblesse du marché publicitaire sur le plan local.

Le résultat net attribuable aux actions participantes a diminué, passant d'une perte de 51,9 millions de dollars, ou 0,65 \$ par action, à une perte de 92,2 millions, ou 1,19 \$ par action, principalement dû à une augmentation de la charge liée à la dépréciation d'actifs partiellement contrebalancée par l'effet favorable de la réduction de valeur des actifs d'impôts au quatrième trimestre de 2012. Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a subi une baisse de 6,0 %, passant de 61,9 millions de dollars à 58,2 millions, principalement en raison de la baisse de notre résultat expliquée précédemment, partiellement compensée par une réduction de nos impôts sur le résultat et de nos frais financiers. Par action, il est passé de 0,77 \$ à 0,75 \$.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Événement subséquent

Annonce d'un accord définitif afin d'acquérir tous les journaux locaux du Québec détenus par Corporation Sun Media

Le 5 décembre 2013, la Société a annoncé la conclusion d'un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir tous les journaux locaux du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média, pour un prix d'achat de 75 millions de dollars. Cet accord a été approuvé par les conseils d'administration de Transcontinental inc. et de Québecor Média inc. et la transaction est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires en vertu de la Loi sur la concurrence du Canada.

Perspectives

Le secteur de l'impression a atteint environ 40 millions de dollars de synergies, comme prévu lors de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc., et devrait générer des synergies supplémentaires de quelques millions de dollars au cours de l'exercice 2014. Par ailleurs, de nouvelles ententes d'impression de journaux, de circulaires et de produits marketing conclues depuis le début de l'exercice, devraient aussi contribuer davantage au cours de l'exercice 2014. Nous continuerons à développer notre offre aux détaillants, plus précisément dans le domaine du marketing sur le lieu de vente, et nous poursuivons nos efforts à intégrer d'autres éditeurs de journaux canadiens à notre réseau d'impression des plus efficaces. Cependant, ces éléments devraient être contrebalancés par une diminution prévue du volume au sein de nos activités existantes d'impression de magazines et de livres.

Les conditions de marché difficiles dans le secteur des médias en ce qui a trait aux dépenses publicitaires au sein de nos marchés locaux et nationaux devraient se maintenir. Par conséquent, nous continuerons l'optimisation de notre structure de coûts afin de limiter les répercussions potentielles sur la marge bénéficiaire. De plus, nous poursuivons nos investissements visant à développer et à présenter au marché des offres de nouveaux produits et services, surtout numériques et interactifs.

Les nouvelles ententes pour l'impression de magazines et de produits marketing conclues avec Québecor Média inc. devraient progressivement avoir un effet positif sur nos résultats dès le mois de février 2014. Nous avons aussi annoncé la conclusion d'un accord définitif pour l'acquisition des journaux locaux du Québec détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média, assujettie à l'approbation du Bureau de la concurrence. À la suite de la clôture de cette acquisition, nous prévoyons un impact annualisé au résultat opérationnel avant amortissement d'environ 20 millions de dollars pour l'ensemble de ces transactions.

Nous continuerons de générer des flux de trésorerie importants au cours des prochains trimestres et notre excellente situation financière devrait nous permettre de continuer notre approche en gestion du capital qui permet de diminuer notre dette, distribuer des dividendes et d'investir dans notre transformation axée sur nos compétences clés, telles que le domaine manufacturier. Nous poursuivons aussi le développement de projets internes et l'évaluation d'acquisitions stratégiques afin de maintenir notre position de chef de file de l'activation marketing au Canada, tout en développant de nouveaux créneaux afin d'assurer la croissance et la rentabilité à long terme de l'entreprise.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent communiqué de presse ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS
(non auditées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les		Pour les exercices clos les 31	
	2013	2012	2013	2012
Résultat net attribuable aux actions participantes	(92,2) \$	(51,9) \$	(14,5) \$	(183,3) \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7	6,8	6,8
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	—	0,3	—	7,4
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3	0,6	0,4	0,6
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	—	57,2	—	99,2
Impôts sur le résultat	2,0	6,6	27,6	13,1
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	—	—	—	16,0
Frais financiers	5,7	7,8	25,5	30,5
Gain sur acquisition d'entreprise	—	(0,4)	—	(32,1)
Dépréciation d'actifs	165,3	51,2	170,0	232,0
Frais de restructuration et autres coûts	3,3	23,3	28,0	55,0
Résultat opérationnel ajusté	86,1 \$	96,4 \$	243,8 \$	245,2 \$
Amortissement	26,5	27,4	105,3	112,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	112,6 \$	123,8 \$	349,1 \$	357,6 \$
Résultat net attribuable aux actions participantes	(92,2) \$	(51,9) \$	(14,5) \$	(183,3) \$
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	—	0,3	—	7,4
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	—	57,2	—	99,2
Frais financiers nets liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	—	—	—	16,0
Gain sur acquisition d'entreprise (après impôts)	—	(0,4)	—	(32,1)
Dépréciation d'actifs (après impôts)	147,9	39,9	151,3	202,6
Frais de restructuration et autres coûts (après impôts)	2,5	16,8	20,4	39,6
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	58,2 \$	61,9 \$	157,2 \$	149,4 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	77,9	80,0	78,0	80,7
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,75 \$	0,77 \$	2,02 \$	1,85 \$

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Dette à long terme	128,9 \$	204,1 \$
Portion courante de la dette à long terme	218,3	283,5
Trésorerie	(30,3)	(16,8)
Endettement net	316,9 \$	470,8 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	349,1 \$	357,6 \$
Ratio d'endettement net	0,91x	1,32x

Dividendes

Dividende pour actions participantes

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,145 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 20 janvier 2014 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 3 janvier 2014.

Dividende pour actions privilégiées

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,4253 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série D. Ce dividende sera versé le 15 janvier 2014. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.

Information additionnelle

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats de l'année financière 2013, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les numéros de téléphone sont le 514 940-2795 ou 1 416 644-3418 ou 1 800 814-4861 et le code d'accès est le 4651012. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications d'entreprise de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

Premier imprimeur et chef de file de solutions médias et d'activation marketing au Canada, TC Transcontinental crée des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société se spécialise dans les médias imprimés et numériques, la production de magazines, de journaux, de livres et de contenus sur mesure, le marketing de masse et personnalisé, les applications mobiles et interactives, et la distribution de porte en porte.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D), incluant TC Transcontinental, TC Media et TC Imprimeries Transcontinental, compte plus de 9000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2013. Site www.tc.tc

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être affectée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, notamment au Canada et aux États-Unis, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer les acquisitions à ses activités. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 ainsi que dans la dernière Notice annuelle.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 5 décembre 2013.

Les énoncés prospectifs contenus au présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 5 décembre 2013. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale
aux communications d'entreprise
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Directrice principale aux relations avec les
investisseurs et communications externes de la Société
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013

L'objectif de ce rapport de gestion est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc. Il s'agit plus précisément d'aider le lecteur à mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes quant à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de ses notes afférentes.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar », ainsi que le symbole « \$ », désignent des dollars canadiens. Dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une description complète est présentée dans le tableau 6, « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ». Le présent rapport devrait aussi être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment, des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être affectée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans ce rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 ainsi que dans la notice annuelle 2013. Nous avertissons nos lecteurs que le tableau de la page suivante des énoncés prospectifs n'est pas exhaustif et les investisseurs qui s'y fient pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental inc. devraient tenir en compte les hypothèses et facteurs de risques associés.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 5 décembre 2013.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 5 décembre 2013. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

Énoncés prospectifs	Hypothèses	Facteurs de risque
Capacité de générer des flux de trésorerie excédentaires	<ul style="list-style-type: none"> - Un marché publicitaire local et national avec un faible taux de décroissance. - La capacité de contrôler nos coûts. - Le maintien du volume avec la majorité de nos clients importants. - Le maintien du niveau de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités. - Un taux de croissance lent, mais stable de l'économie canadienne. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'incidence des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte. - Notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie. - La Société doit continuellement améliorer son efficacité opérationnelle dans le but de maintenir ou d'améliorer sa rentabilité, rien ne garantit que la Société soit en mesure de le faire dans l'avenir.
Retombées anticipées des ententes commerciales conclues avec nos clients	<ul style="list-style-type: none"> - Le maintien du niveau de demande selon nos prévisions initiales lors de la signature du contrat. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une hausse importante de prix de nos matières premières et intrants. - Un transfert rapide et important du taux d'approvisionnement envers de nouvelles plateformes numériques.
L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement estimée suite à l'acquisition des journaux locaux du Québec détenus par Sun Media Corporation, une filiale de Québecor Média	<ul style="list-style-type: none"> - La transaction doit être approuvée par le Bureau de la concurrence. - La transition vers nos activités d'exploitation se fera de manière efficace. - Nous serons en mesure d'assurer la rétention d'employés clés pour nous permettre de bien intégrer ces activités. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement identifiée pourrait ne pas être réalisée et/ou pourrait prendre plus de temps qu'anticipé.
Investissements internes et externes afin de réaliser nos stratégies d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Nos investissements dans l'innovation visant à développer de nouveaux produits et services se matérialiseront. - Nos projets internes vont générer des économies et des efficacités qui permettront d'améliorer notre rentabilité. - Un marché publicitaire local et national avec un faible taux de décroissance. - Un taux de croissance lent, mais stable de l'économie canadienne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une mauvaise sélection des investissements prioritaires résultant d'une incapacité de créer de la valeur. - L'entrée de grandes entreprises bien établies dans nos divers marchés pourrait nous obliger à modifier nos stratégies d'investissements.

DÉFINITION DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture de ce rapport de gestion, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

Termes utilisés	Définitions
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion courante de la dette à long terme et du découvert bancaire, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	Résultat net lié aux activités poursuivies attribuable aux actions participantes, avant frais de restructuration et autres coûts, dépréciations d'actifs, le gain sur acquisition d'entreprise, et les ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat et les frais financiers nets qui y sont liés
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	Résultat net lié aux activités poursuivies déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel des activités poursuivies avant frais de restructuration et autres coûts, dépréciations d'actifs ainsi que le gain sur acquisition d'entreprise
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, dépréciations d'actifs ainsi que le gain sur acquisition d'entreprise

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

Premier imprimeur et chef de file de solutions médias et d'activation marketing au Canada, TC Transcontinental crée des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société se spécialise dans les médias imprimés et numériques, la production de magazines, de journaux, de livres et de contenus sur mesure, le marketing de masse et personnalisé, les applications mobiles et interactives, et la distribution de porte en porte.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D), incluant TC Transcontinental, TC Media et TC Imprimeries Transcontinental, compte plus de 9000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2013. Site www.tc.tc

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2013

- Les revenus sont passés de 2 112,1 millions de dollars en 2012 à 2 110,1 millions au cours de l'exercice 2013, une diminution de 2,0 millions, soit 0,1 %.
- Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 1,4 million de dollars, ou 0,6 %, passant de 245,2 millions en 2012 à 243,8 millions en 2013.
- Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 7,8 millions de dollars, ou 5,2 %, passant de 149,4 millions en 2012 à 157,2 millions en 2013.
- Le ratio d'endettement net ajusté s'est amélioré au cours de l'exercice 2013, passant de 1,32x au 31 octobre 2012 à 0,91x au 31 octobre 2013.
- Nous avons enregistré une charge de dépréciation d'actifs (incluant goodwill) de 170,0 millions de dollars principalement en raison des conditions de marché difficiles dans le secteur des médias.
- Nous avons généré des synergies d'environ 40 millions de dollars issues de l'intégration des activités acquises de Quad/Graphics Canada, inc. depuis l'acquisition.
- Nous avons reçu en janvier 2013, un montant de 200,0 millions de dollars américains (197,0 millions de dollars) au terme de la renégociation de notre entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle*.
- Le 26 avril 2013, la Société a versé un dividende spécial de 77,9 millions de dollars, soit 1,00 \$ par action participante.
- Nous avons renouvelé notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités.
- Le 31 janvier 2013, la Société a acquis le Groupe Modulo, éditeur d'ouvrages et de matériel pédagogiques en langue française.
- Nous avons signé des ententes avec Postmedia Network Inc. pour l'impression du *Calgary Herald* et du *Vancouver Sun* qui ne demandent aucun investissement supplémentaire de la part de TC Transcontinental.
- La Société a annoncé la signature d'un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir tous les journaux locaux du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média, assujettie à l'approbation du Bureau de la concurrence pour un prix d'achat de 75 millions de dollars. Nous avons aussi annoncé une entente pour l'impression de certains magazines et de produits marketing détenus par Québecor Média.

STRATÉGIE

Depuis ses tout débuts, la mission de TC Transcontinental est de permettre aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible tout en s'assurant de sa croissance et sa rentabilité à long terme pour l'intérêt commun de ses employés, de ses clients, de ses actionnaires ainsi que des collectivités dans lesquelles elle oeuvre, soit les quatre piliers de l'entreprise.

La stratégie repose sur plusieurs principes fondamentaux : être le chef de file dans les marchés desservis, maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions ainsi que de gestion financière et entretenir une culture axée sur l'innovation, le travail d'équipe, le respect ainsi que sur la performance. Au fil des ans, TC Transcontinental est devenue un leader canadien de l'activation marketing. L'activation marketing permet la création de campagnes marketing intégrées déclenchées par la connaissance du consommateur, propulsées par des contenus et déployées par l'entremise de divers véhicules médias, des solutions numériques et interactives et des produits imprimés. Ces programmes répondent aux défis marketing des clients et s'appuient sur leur image de marque.

Connaissance

Les plateformes utilisées par TC Transcontinental sont multiples et permettent de rejoindre, en français et en anglais, les consommateurs canadiens, et ce, d'un océan à l'autre. Par l'entremise de ses médias imprimés, de ses propriétés Web, des médias sociaux, des partenariats qu'elle a formés et de son système de distribution de matériel publicitaire, la portée de la Société atteint au-delà de 24 millions de consommateurs sur une base régulière. Par le fait même, TC Transcontinental a accès à un grand nombre de bases de données qu'elle utilise pour analyser les profils, tendances et comportements des consommateurs. L'analyse des données de consommation au stade du préachat, de la transaction et post-achat constitue un élément crucial des programmes de rétention et de fidélisation des clients. Grâce à la portée de ses plateformes et à ses capacités d'analyse de données, TC Transcontinental est l'une des mieux placée pour connaître les consommateurs canadiens.

Contenu

TC Transcontinental a développé la notoriété de ses propres marques, telles que *Canadian Living*, *Elle Canada*, *Coup de Pouce*, *Les Affaires* et *Style at Home*, auprès de millions de consommateurs canadiens qui s'y réfèrent pour s'informer, se divertir et obtenir des conseils. TC Transcontinental a développé ses marques fortes dans des communautés d'intérêt ciblées, notamment Affaires et finances, Mode et style de vie, Cuisine et alimentation, Santé et bien-être, Communautés locales, Maison et jardins, Loisirs et divertissements, Vie en famille, 50 ans et plus, Sports et plein air. TC Transcontinental crée aussi du contenu percutant et ciblé pour les marques de ses clients. Du contenu pertinent, en français et en anglais, pouvant s'adresser à des marchés de masse, ou à des campagnes personnalisées. Ces contenus peuvent s'appuyer sur la force des médias achetés (journaux et magazines, notamment), des médias détenus (magazines d'entreprise, sites Web, matériel promotionnel de magasins, par exemple) et des médias conquis (Facebook, Twitter, blogues, entre autres). Outre la création de contenus liés à l'image de marque, TC Transcontinental offre également une grande variété de services liés, notamment, la création de concepts graphiques, la photographie, la rédaction et les services de vidéo.

Déploiement

TC Transcontinental peut diffuser du contenu par l'entremise de médias imprimés traditionnels, comme les magazines, les journaux, les livres, les circulaires pour la vente au détail et les produits de marketing. Elle peut aussi déployer une gamme complète de services de distribution, allant du publipostage à la livraison de porte en porte, notamment par l'entremise du Publisac au Québec. En complément aux modes de communications plus traditionnels, TC Transcontinental peut également diffuser du contenu par l'intermédiaire de canaux numériques et interactifs, à savoir le marketing par courriel, les circulaires électroniques, les médias sociaux et les sites Web promotionnels. Par ailleurs, puisque la mobilité, combinée à l'émergence des téléphones intelligents, constitue un phénomène qui prend rapidement de l'ampleur et qui révolutionne l'approche traditionnelle du marketing, TC Transcontinental offre également de nouvelles formes de communication marketing, telles que les applications mobiles, le couponnage électronique, la publicité sur mobile et les messages texto.

Avec sa stratégie d'activation marketing unique, TC Transcontinental compte se distinguer dans des industries qui vivent actuellement des transformations sans précédent. Le marché des communications marketing repose davantage sur une approche « personnalisée ». Les clients de ces services accordent de plus en plus d'importance au rendement sur investissement et à la mesurabilité. Ainsi, les campagnes sont donc plus ciblées, les annonceurs cherchant à établir et à développer une relation privilégiée avec leur clientèle visée. En même temps, l'émergence des nouveaux médias et des plateformes numériques et les changements dans les habitudes des consommateurs, conjugués à la disponibilité croissante des données et des technologies permettant une meilleure exploitation de ces données, entraînent une fragmentation des publics, la personnalisation du contenu, ainsi que l'émergence du contenu généré par les utilisateurs et des communautés en ligne. Plusieurs tendances se confirment de plus en plus rapidement. Cette accélération se reflète particulièrement dans le taux d'adoption des technologies numériques et dans la migration des investissements en publicité vers les plateformes en ligne.

La transformation en cours dans les industries des médias et du marketing a des effets profonds sur l'industrie de l'impression dans son ensemble. Les produits imprimés demeurent une composante clé du mixte médiatique, mais leur croissance est restreinte en raison de l'importance grandissante des tendances susmentionnées. Les imprimeurs qui tireront profit de ce marché en évolution sont ceux qui se dotent de technologies à la fine pointe afin d'abaisser leurs coûts de production ainsi que ceux qui peuvent offrir une gamme complète de solutions multiplateformes.

De plus, certains facteurs macroéconomiques, dont les ralentissements économiques, le renforcement de la conscience environnementale et sociale ainsi que la mondialisation des marchés ont des effets sur nos activités.

Ensemble, ces nouvelles tendances ont commencé à avoir des conséquences sur les demandes et les attentes de ses clients. Elles ont effectivement incité ses clients à recourir de plus en plus à l'expérience du marketing personnalisé, aux nouvelles plateformes et aux offres de service intégré proposées par leurs fournisseurs. La Société entend donc profiter de ces tendances par l'entremise de sa stratégie d'activation marketing.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #1 :

(en millions de dollars)	Revenus	%	Résultat opérationnel ajusté	%	Résultat net attribuable aux actions participantes
Pour l'exercice 2012	2 112,1 \$		245,2 \$		(183,3) \$
Acquisitions/fermetures	87,5	4,1 %	14,0	5,7 %	10,0
Activités existantes	(89,5)	(4,2) %	(15,4)	(6,3) %	(2,2)
Activités abandonnées					7,4
Frais de restructuration et autres coûts					19,2
Dépréciation d'actifs					51,3
Gain sur acquisition d'entreprise					(32,1)
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat					16,0
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat					99,2
Pour l'exercice 2013	2 110,1 \$	(0,1) %	243,8 \$	(0,6) %	(14,5) \$

Revenus

Les revenus sont passés de 2 112,1 millions de dollars en 2012 à 2 110,1 millions en 2013, une baisse de 0,1 %. Cette variation s'explique ainsi:

- Les revenus de nos activités existantes ont diminué de 89,5 millions de dollars, ou 4,2 %, au cours de l'exercice 2013 en raison de la perte de volume découlant de la fermeture des magasins Zellers, d'une diminution de volume dans nos activités d'impression de livres et de magazines, ainsi qu'aux conditions de marché difficiles qui continuent de toucher le secteur des médias, plus particulièrement, en ce qui a trait aux dépenses publicitaires au sein de nos marchés locaux et nationaux. Les incitatifs accordés à des clients importants lors du renouvellement anticipé de contrats d'impression à long terme en 2012 ont aussi contribué à la diminution de nos revenus.
- L'effet net des acquisitions et des fermetures a résulté en une hausse des revenus de 87,5 millions de dollars, ou 4,1 %, principalement en raison de l'impact de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2013 et, dans une moindre mesure, des acquisitions effectuées dans le secteur des médias.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 245,2 millions de dollars en 2012 à 243,8 millions lors de l'exercice 2013, une baisse de 0,6 %. Cette variation s'explique ainsi:

- Le résultat opérationnel ajusté de nos activités existantes a diminué de 15,4 millions de dollars, ou 6,3 %, au cours de l'exercice 2013. Cette diminution est attribuable en partie à notre secteur des médias en raison des conditions de marché difficiles. Cependant, le résultat opérationnel ajusté de notre secteur de l'impression vient contrebalancer la majorité de cette baisse en raison des synergies de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. qui compensent largement l'effet de la fermeture des magasins Zellers et des incitatifs accordés lors de renouvellement de contrats en 2012. Finalement, l'impact de la hausse du prix de notre action sur la charge de rémunération à base d'actions a aussi un effet négatif important sur notre résultat opérationnel ajusté.
- L'effet net des acquisitions et des fermetures a résulté en une augmentation du résultat opérationnel ajusté de 14,0 millions de dollars, ou 5,7 %, principalement en raison de la contribution au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2013, des activités de Quad/Graphics Canada, inc. acquises le 1^{er} mars 2012 et, dans une moindre mesure, de l'acquisition de Redux Media effectuée en mai 2012.

Frais de restructuration et autres coûts

Au cours de l'exercice 2013, un montant de 28,0 millions de dollars (20,4 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », principalement en lien avec l'intégration des activités d'impression de Quad/Graphics Canada, inc. De ce montant, 19,4 millions de dollars proviennent de réductions d'effectifs, et 8,6 millions sont en lien avec d'autres coûts de restructuration dont le règlement des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs.

Au cours de l'exercice 2012, un montant de 55,0 millions de dollars (39,6 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts » majoritairement en lien avec l'intégration des activités d'impression de Quad/Graphics Canada, inc. Cette charge était principalement composée de 32,7 millions de dollars qui provenaient de la réduction d'effectifs principalement dans le secteur de l'impression, 11,3 millions liés à des charges pour régimes de retraite multi-employeurs et 6,4 millions relativement à des contrats déficitaires de location dont les espaces étaient inutilisés suite à des mesures de rationalisation.

Dépréciation d'actifs

Au cours de l'exercice 2013, une charge de dépréciation d'actifs de 170,0 millions de dollars a été enregistrée (151,3 millions après impôts). Des charges de dépréciation de 75,0 millions de dollars ont été enregistrées dans le groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs ainsi que dans le groupe des solutions aux communautés locales, en raison des conditions de marché difficiles. Une charge de dépréciation de 10,0 millions de dollars a aussi été enregistrée dans notre groupe d'édition de livres, en raison de compressions budgétaires au sein de notre clientèle. La balance des charges de dépréciation est reliée à la dépréciation d'immobilisations, principalement dans notre secteur de l'impression. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice 2012, un montant de 232,0 millions de dollars avant impôts (202,6 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs ». La majorité de ce montant était reliée à nos groupes des solutions aux consommateurs et des solutions aux communautés locales en raison de la faiblesse du marché publicitaire. Une charge de dépréciation de 20,4 millions de dollars avait aussi été enregistrée dans le groupe de l'édition de livres en raison de la fin de la réforme scolaire du programme au secondaire au Québec. Finalement, un montant de 20,7 millions de dollars avait été enregistré relativement à des noms commerciaux de certaines publications du secteur des médias.

Gain sur acquisition d'entreprise

Au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré un gain sur acquisition d'entreprise de 32,1 millions de dollars (32,1 millions après impôts), résultant de la comptabilisation de la transaction d'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. en mars 2012.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 21,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2013, passant de 46,5 millions en 2012 à 25,5 millions en 2013. Cette diminution est principalement attribuable à un ajustement inhabituel défavorable de 16,0 millions de dollars en 2012 relativement à des avis de nouvelle cotisation reçus des autorités fiscale.

Excluant l'ajustement inhabituel mentionné ci-haut, les frais financiers nets ajustés se chiffraient à 30,5 millions de dollars en 2012 vis-à-vis 25,5 millions lors de l'exercice 2013, soit une baisse de 5,0 millions. Cette diminution est principalement attribuable à un niveau d'endettement net et un taux d'intérêt moyen pondéré inférieurs à ceux de l'exercice 2012, contrebalancée en partie par une perte de change.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont diminué de 84,7 millions de dollars, passant de 112,3 millions pour l'année 2012 à 27,6 millions pour l'exercice 2013. Cette baisse est principalement attribuable à des éléments défavorables d'un montant de 99,2 millions de dollars enregistrés lors de l'année 2012.

En excluant les impôts sur le résultat portant sur les frais de restructuration et autres coûts, la dépréciation d'actifs, le gain sur acquisition d'entreprise ainsi que les éléments non récurrents, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 53,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2013, soit un taux d'imposition de 24,7 %, comparativement à 57,9 millions, ou 27,0%, au cours de la même période de 2012. La diminution du taux d'imposition est principalement attribuable à des ajustements favorables en 2013 combinée à un ajustement défavorable en 2012 relié principalement à la différence entre la provision comptable estimée et la dépense fiscale, ainsi qu'en raison d'ajustements liés au traitement fiscal de certaines dépenses.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de -183,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2012 à -14,5 millions pour l'exercice 2013. Cette amélioration est surtout attribuable à des ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat de 115,2 millions de dollars enregistrés en 2012, incluant les frais financiers, ainsi qu'à une charge de dépréciation d'actifs moins élevée en 2013. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes s'est amélioré passant de -2,27 \$ à -0,19 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 7,8 millions de dollars, ou 5,2 %, passant de 149,4 millions pour l'exercice 2012 à 157,2 millions pour l'exercice 2013 surtout en raison de la baisse de nos impôts sur le résultat et des frais financiers. Par action, il est passé de 1,85 \$ à 2,02 \$.

Activités abandonnées

Un résultat net lié aux activités abandonnées de -7,4 millions de dollars avait été enregistré en 2012. Cette perte était principalement relative à nos activités d'impression de livres noir et blanc vendues à Marquis Imprimeur inc., ainsi qu'à un ajustement défavorable lié à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la vente de nos activités d'impression au Mexique, dont nous avons disposées au cours du quatrième trimestre de 2011.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #2 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Éliminations intersectorielles, autres activités et siège social	Résultats consolidés
Revenus - Pour l'exercice 2012	1 480,5 \$	712,0 \$	(80,4) \$	2 112,1 \$
Acquisitions/fermetures	60,1	27,4	—	87,5
Activités existantes	(63,8)	(27,8)	2,1	(89,5)
Revenus - Pour l'exercice 2013	1 476,8 \$	711,6 \$	(78,3) \$	2 110,1 \$
Résultat opérationnel ajusté - Pour l'exercice 2012	199,6 \$	54,3 \$	(8,7) \$	245,2 \$
Acquisitions/fermetures	10,1	3,9	—	14,0
Activités existantes	12,9	(17,8)	(10,5)	(15,4)
Résultat opérationnel ajusté - Pour l'exercice 2013	222,6 \$	40,4 \$	(19,2) \$	243,8 \$

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Au cours de l'exercice, les revenus du secteur de l'impression ont diminué de 0,2 %, soit 3,7 millions de dollars, passant de 1 480,5 millions en 2012 à 1 476,8 millions en 2013. Cette baisse est attribuable aux revenus de nos activités existantes qui ont diminué de 63,8 millions de dollars, soit 4,3 %, principalement en raison de la perte de volume découlant de la fermeture des magasins Zellers, des incitatifs offerts lors du renouvellement anticipé de plusieurs contrats importants à long terme en 2012, ainsi que des conditions de marchés difficiles au sein de nos activités d'impression de magazines et de livres. Les activités reliées à l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc. le 1^{er} mars 2012 ont quasi contrebalancé cette diminution, ayant contribué 60,1 millions de dollars aux revenus du secteur au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2013.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 23,0 millions de dollars, soit 11,5 %, passant de 199,6 millions en 2012 à 222,6 millions pour la même période en 2013. La marge du résultat opérationnel ajusté a également augmenté, passant de 13,5 % en 2012 à 15,1 % pour l'exercice 2013. Ces augmentations s'expliquent principalement par les synergies issues de la continuation de l'intégration du volume d'activités acquis de Quad/Graphics Canada, inc., combinées à une optimisation de l'utilisation de notre parc d'équipements ainsi que de notre structure de coûts. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus expliquée précédemment.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 0,1 %, soit 0,4 million de dollars, passant de 712,0 millions en 2012 à 711,6 millions pour l'exercice 2013. La diminution de nos activités existantes s'explique en majorité par la faiblesse des dépenses publicitaires qui a affecté nos activités des solutions aux consommateurs. La perte du volume d'activités découlant de la fermeture des magasins Zellers, plus particulièrement dans nos activités de distribution et de contenus sur mesure, a aussi eu un impact sur nos revenus. Cette baisse a été contrebalancée par l'apport des acquisitions de Redux Média, du rachat de la totalité des actions dans le journal *Métro* Montréal, du Groupe Modulo, ainsi que celle des activités de prémédia appartenant à Quad/Graphics Canada, inc.

Au cours de cette même période, le résultat opérationnel ajusté a baissé de 13,9 millions de dollars, soit une diminution de 25,6 %, passant de 54,3 millions en 2012 à 40,4 millions pour l'exercice 2013 en raison de la baisse des revenus de nos activités existantes et de l'impact de nos investissements multiplateformes, partiellement atténuée par la contribution des acquisitions effectuées et des initiatives de réduction de coûts. La marge opérationnelle ajustée du secteur est ainsi passée de 7,6 % en 2012 à 5,7 % pour l'exercice 2013.

Éliminations intersectorielles, autres activités et siège social

Les éliminations de revenus intersectoriels et les autres activités ont diminué, passant de -80,4 millions de dollars en 2012 à -78,3 millions pour l'exercice 2013. Le résultat opérationnel ajusté a diminué, passant de -8,7 millions de dollars en 2012 à -19,2 millions pour l'exercice 2013, principalement en raison d'un impact de 8,1 millions de dollars relié à la rémunération à base d'actions en raison d'une variation plus élevée du prix de l'action en 2013 comparativement à 2012.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS – QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Revenus	%	Résultat opérationnel ajusté	%	Résultat net attribuable aux actions participantes
Quatrième trimestre de 2012	585,1 \$		96,4 \$		(51,9) \$
Acquisitions/fermetures	1,6	0,3 %	(0,5)	(0,5) %	(0,7)
Activités existantes	(20,4)	(3,5) %	(9,8)	(10,2) %	(3,0)
Activités abandonnées					0,3
Frais de restructuration et autres coûts					14,3
Dépréciation d'actifs					(108,0)
Gain sur acquisition d'entreprise					(0,4)
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat					57,2
Quatrième trimestre de 2013	566,3 \$	(3,2) %	86,1 \$	(10,7) %	(92,2) \$

Revenus

Les revenus sont passés de 585,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 à 566,3 millions au quatrième trimestre de 2013, une diminution de 18,8 millions, soit 3,2 %. Cette variation s'explique ainsi:

- Les revenus de nos activités existantes ont diminué de 20,4 millions de dollars, notamment en raison des conditions de marché difficiles en ce qui a trait aux dépenses publicitaires locales qui continuent de toucher le secteur des médias, de la perte de volume découlant de la fermeture des magasins Zellers et de la baisse de nos activités d'impression de livres et de magazines.
- L'effet net des acquisitions et des fermetures s'est traduit par une augmentation des revenus de 1,6 million de dollars surtout en raison de l'acquisition du Groupe Modulo, partiellement contrebalancée par des fermetures de publications dans le secteur des médias.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 96,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 à 86,1 millions au quatrième trimestre de 2013, une diminution de 10,3 millions, soit 10,7 %. Cette variation s'explique ainsi:

- Le résultat opérationnel ajusté de nos activités existantes a diminué de 9,8 millions de dollars, en raison de la faiblesse du marché publicitaire aux niveaux local et national qui a affecté nos activités d'édition de journaux et de magazines ce qui est pour la majorité contrebalancé par une amélioration dans notre secteur de l'impression en raison des synergies issues de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. Nos dépenses reliés aux autres activités du siège social ont augmenté de façon importante principalement relié à la rémunération à base d'actions en raison d'une variation plus élevée du prix de l'action au quatrième trimestre de 2013 comparativement au trimestre correspondant en 2012 et aussi en raison d'éléments non récurrents favorables enregistrés en 2012.

Frais de restructuration et autres coûts

Au quatrième trimestre de 2013, un montant de 3,3 millions de dollars (2,5 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », dont 4,4 millions sont relatifs aux initiatives de réductions de coûts, principalement au sein du secteur des médias. Ceci est contrebalancé par un effet positif de 1,1 million de dollars majoritairement relié à une utilisation accrue de nos actifs immobiliers.

Au quatrième trimestre de 2012, un montant de 23,3 millions de dollars avant impôts (16,8 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », dont 11,3 millions étaient reliés aux provisions pour régimes de retraite multi-employeurs et 9,4 millions provenaient de réductions d'effectifs dans le cadre de l'intégration des activités d'impression de Quad/Graphics Canada, inc.

Dépréciation d'actifs

Au quatrième trimestre de 2013, une charge de dépréciation d'actifs de 165,3 millions de dollars (147,9 millions après impôts) a été enregistrée, principalement en lien avec une charge de dépréciation du goodwill de 160,0 millions. Nous avons ainsi enregistré une charge de 75,0 millions de dollars dans chacun de nos groupes des solutions d'affaires et aux consommateurs ainsi que dans celui des solutions aux communautés locales en raison de conditions de marchés difficiles. De plus, une charge de dépréciation de 10,0 millions de dollars a aussi été enregistrée dans le groupe d'édition de livres, en raison de compressions budgétaires au sein de notre clientèle.

Au quatrième trimestre de 2012, un montant de 51,2 millions de dollars (39,9 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs » principalement lié à une dépréciation du goodwill de 30,0 millions dans nos activités d'édition de magazines ainsi qu'à des noms commerciaux de certaines publications au sein du secteur des médias pour 20,7 millions.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 2,1 millions de dollars, passant de 7,8 millions en 2012 à 5,7 millions en 2013. Cette baisse est principalement attribuable à un niveau d'endettement net inférieur à celui du quatrième trimestre de 2012 ainsi qu'à un taux d'intérêt moyen pondéré moindre.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat sont passés de 63,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 à 2,0 millions au quatrième trimestre de 2013. En excluant les impôts sur le résultat portant sur les frais de restructuration et autres coûts ainsi que de la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 20,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, soit un taux d'imposition de 25,1 %, comparativement à 24,4 millions, ou 27,5 %, au quatrième trimestre de 2012. Cette diminution est surtout attribuable à une revalorisation de certains actifs d'impôts différés au quatrième trimestre de 2013.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de -51,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 à -92,2 millions au quatrième trimestre de 2013. Cette variation s'explique majoritairement par une augmentation de la charge reliée à la dépréciation d'actifs partiellement contrebalancée par l'effet favorable de la réduction de valeur des actifs d'impôts au quatrième trimestre de 2012. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes a diminué, passant de -0,65 \$ à -1,19 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a diminué de 3,7 millions de dollars, ou 6,0 %, passant de 61,9 millions au quatrième trimestre de 2012 à 58,2 millions au quatrième trimestre de 2013, surtout en raison de la baisse de notre résultat opérationnel ajusté expliqué précédemment, partiellement compensée par une réduction de nos impôts sur le résultat et de nos frais financiers. Par action, il est passé de 0,77 \$ à 0,75 \$.

Activités abandonnées

Au quatrième trimestre de 2012 le résultat net lié aux activités abandonnées se chiffrait à -0,3 million de dollars, déduction faite des impôts y afférents, en lien avec nos activités d'impression de livres noir et blanc vendues à Marquis Imprimeur inc.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS – QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Éliminations intersectorielles, autres activités et siège social	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2012	401,2 \$	206,3 \$	(22,4) \$	585,1 \$
Acquisitions/fermetures	—	1,6	—	1,6
Activités existantes	(10,8)	(11,4)	1,8	(20,4)
Revenus - Quatrième trimestre de 2013	390,4 \$	196,5 \$	(20,6) \$	566,3 \$
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2012	64,2 \$	30,5 \$	1,7 \$	96,4 \$
Acquisitions/fermetures	—	(0,5)	—	(0,5)
Activités existantes	7,4	(8,1)	(9,1)	(9,8)
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2013	71,6 \$	21,9 \$	(7,4) \$	86,1 \$

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont diminué de 10,8 millions de dollars, soit 2,7 %, passant de 401,2 millions au quatrième trimestre de 2012 à 390,4 millions au quatrième trimestre de 2013. Cette diminution est surtout attribuable aux conditions de marché difficiles qui ont touché nos activités d'impression de livres et de magazines ainsi qu'à la perte de volume découlant de la fermeture des magasins Zellers, partiellement contrebalancée par de nouveaux contrats reliés à nos activités d'impression de produits marketing et d'impression de circulaires.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 11,5 %, soit de 7,4 millions de dollars, passant de 64,2 millions au quatrième trimestre de 2012 à 71,6 millions au quatrième trimestre de 2013. Cette hausse est grandement attribuable aux synergies découlant de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. combinée à une optimisation de notre structure de coûts. Ces synergies ont toutefois été en partie contrebalancées par la perte de volume d'activités découlant de la fermeture des magasins Zellers et des conditions de marchés difficiles qui affectent nos activités d'impression de livres et de magazines. Par conséquent, la marge du résultat opérationnel ajustée a augmenté, passant de 16,0 % au quatrième trimestre de 2012 à 18,3 % au quatrième trimestre de 2013.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 9,8 millions de dollars, soit de 4,8 %, passant de 206,3 millions au quatrième trimestre de 2012 à 196,5 millions au quatrième trimestre de 2013. Cette baisse s'explique surtout par une réduction de dépenses publicitaires au sein de nos activités d'édition de journaux locaux, et dans une moindre mesure, par une baisse dans nos activités de livres pédagogiques en raison de l'impact favorable au quatrième trimestre de 2012 du report de la rentrée scolaire à la suite de la grève étudiante au Québec. L'effet net des acquisitions et des fermetures vient partiellement contrebalancer cette diminution par l'entremise de l'acquisition du Groupe Modulo.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 8,6 millions de dollars, soit 28,2 %, passant de 30,5 millions au quatrième trimestre de 2012 à 21,9 millions au quatrième trimestre de 2013 et la marge opérationnelle ajustée est passée de 14,8 % au quatrième trimestre de 2012 à 11,1 % en 2013. Au chapitre de nos activités existantes, la baisse des revenus mentionnée ci-haut a eu un effet défavorable important sur le résultat opérationnel ajusté surtout en raison de la faiblesse du marché publicitaire au niveau local.

Éliminations intersectorielles, autres activités et siège social

Les éliminations de revenus intersectoriels et les autres activités sont passées de -22,4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2012 à -20,6 millions au quatrième trimestre de 2013. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 9,1 millions de dollars, passant de 1,7 million au quatrième trimestre de 2012 à -7,4 millions en 2013. Cette diminution est attribuable à des éléments non récurrents favorables enregistrés au quatrième trimestre de 2012 et à la variation favorable du prix de l'action au quatrième trimestre de 2013 vis-à-vis le quatrième trimestre de 2012, ce qui a mené directement à une hausse importante de la charge relative à la rémunération à base d'actions.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2013				2012			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	566,3 \$	493,8 \$	521,3 \$	528,7 \$	585,1 \$	517,0 \$	522,4 \$	487,6 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	112,6	81,6	83,3	71,6	123,8	78,6	83,8	71,4
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté	19,9 %	16,5 %	16,0 %	13,5 %	21,2 %	15,2 %	16,0 %	14,6 %
Résultat opérationnel ajusté	86,1	55,1	56,9	45,7	96,4	49,9	55,9	43,0
Marge du résultat opérationnel ajusté	15,2 %	11,2 %	10,9 %	8,6 %	16,5 %	9,7 %	10,7 %	8,8 %
Résultat net attribuable aux actions participantes	(92,2) \$	32,4 \$	27,5 \$	17,8 \$	(51,9) \$	8,1 \$	(106,2) \$	(33,3) \$
Par action	(1,19)	0,42	0,35	0,23	(0,65)	0,10	(1,31)	(0,41)
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	58,2	35,7	34,8	28,5	61,9	24,9	35,5	27,1
Par action	0,75	0,46	0,44	0,37	0,77	0,31	0,44	0,33
En % de l'exercice	37 %	23 %	22 %	18 %	41 %	17 %	24 %	18 %

Le tableau ci-dessus présente l'évolution de nos résultats au cours des huit derniers trimestres. L'acquisition des activités de Quad/Graphics Canada, inc., effectuée le 1^{er} mars 2012, a un effet positif sur nos revenus et s'est matérialisée davantage au chapitre du résultat opérationnel ajusté à compter du quatrième trimestre de 2012 en raison des synergies générées par l'intégration de ces activités à notre parc d'équipements plus performant. Cependant, ceci est contrebalancé par les incitatifs accordés à des clients importants lors du renouvellement anticipé de contrats à long terme, par la perte de volume découlant de la fermeture des magasins Zellers et par des conditions de marché difficiles, plus particulièrement en ce qui a trait aux dépenses publicitaires de nos marchés locaux et nationaux dans le secteur des médias. Finalement, notre volume d'activités est cyclique puisqu'il est majoritairement généré de dépenses marketing de nos clients qui sont plus élevées à l'automne.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs de notre rapport de gestion analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS.

Tableau #6 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 31 octobre		Exercices clos les 31 octobre	
	2013	2012	2013	2012
Résultat net attribuable aux actions participantes	(92,2) \$	(51,9) \$	(14,5) \$	(183,3) \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7	6,8	6,8
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	—	0,3	—	7,4
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3	0,6	0,4	0,6
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	—	57,2	—	99,2
Impôts sur le résultat	2,0	6,6	27,6	13,1
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	—	—	—	16,0
Frais financiers	5,7	7,8	25,5	30,5
Gain sur acquisition d'entreprise	—	(0,4)	—	(32,1)
Dépréciation d'actifs	165,3	51,2	170,0	232,0
Frais de restructuration et autres coûts	3,3	23,3	28,0	55,0
Résultat opérationnel ajusté	86,1 \$	96,4 \$	243,8 \$	245,2 \$
Amortissement	26,5	27,4	105,3	112,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	112,6 \$	123,8 \$	349,1 \$	357,6 \$
Résultat net attribuable aux actions participantes	(92,2) \$	(51,9) \$	(14,5) \$	(183,3) \$
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	—	0,3	—	7,4
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	—	57,2	—	99,2
Frais financiers nets liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	—	—	—	16,0
Gain sur acquisition d'entreprise (après impôts)	—	(0,4)	—	(32,1)
Dépréciation d'actifs (après impôts)	147,9	39,9	151,3	202,6
Frais de restructuration et autres coûts (après impôts)	2,5	16,8	20,4	39,6
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	58,2 \$	61,9 \$	157,2 \$	149,4 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	77,9	80,0	78,0	80,7
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,75 \$	0,77 \$	2,02 \$	1,85 \$

	31 octobre 2013	31 octobre 2012
Dette à long terme	128,9 \$	204,1 \$
Portion courante de la dette à long terme	218,3	283,5
Trésorerie	(30,3)	(16,8)
Endettement net	316,9 \$	470,8 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	349,1 \$	357,6 \$
Ratio d'endettement net	0,91 x	1,32 x

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL – EXERCICE

(non auditées)

Tableau #7 :

(en millions de dollars)	2013	2012
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	340,6 \$	320,8 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	88,2	(43,8)
Impôts sur le résultat payés	(12,6)	(48,0)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies	416,2 \$	229,0 \$
Activités d'investissement		
Regroupement d'entreprises	(24,5) \$	(60,4) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(42,3)	(33,7)
Augmentations des immobilisations incorporelles	(26,8)	(22,0)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies	(93,6) \$	(116,1) \$
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(88,8) \$	(89,8) \$
Augmentation (diminution) nette du crédit à terme rotatif	(57,6)	11,4
Frais financiers de la dette à long terme	(20,5)	(26,1)
Intérêts sur éventualités fiscales payés	—	(8,1)
Émission d'actions participantes	1,2	0,5
Rachat d'actions participantes	(12,1)	(17,3)
Dividendes sur actions participantes	(123,1)	(46,0)
Dividendes sur actions privilégiées	(6,8)	(6,8)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,4)	—
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies	(309,1) \$	(182,2) \$

Situation financière	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Endettement net	316,9 \$	470,8 \$
Ratio d'endettement net	0,91 x	1,32 x
Cote de crédit		
DBRS	BBB	BBB
Perspectives	Négatives	Négatives
Standard and Poor's	BBB-	BBB
Perspectives	Stables	Négatives

Bilan	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Actif courant	560,1 \$	602,7 \$
Passif courant	571,9	725,4
Actif total	1 859,3	2 136,2
Passif total	1 043,9	1 234,8

Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies

Les flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés ont augmenté, passant de 320,8 millions de dollars en 2012 à 340,6 millions pour l'année 2013, surtout en raison d'une baisse des montants déboursés reliés à la restructuration. De plus, les variations des éléments hors caisse liés aux opérations ont généré 88,2 millions de dollars en 2013 alors qu'en 2012 ces éléments avaient utilisé 43,8 millions, ce qui est principalement attribuable à l'encaissement d'un montant de 200,0 millions de dollars américains en vertu de la renégociation d'une entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle*. Au chapitre des impôts sur le résultat, nous avons déboursé 48,0 millions de dollars lors de l'exercice 2012, comparativement à 12,6 millions en 2013, principalement en raison des versements effectués en 2012 relativement à des avis de nouvelle cotisation reçus, qui sont présentement contestés. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation ont augmenté, occasionnant une entrée de fonds de 416,2 millions de dollars en 2013, comparativement à 229,0 millions en 2012.

Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies

Nos acquisitions d'entreprises et nos investissements en immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des dispositions, sont passés de 116,1 millions de dollars en 2012 à 93,6 millions en 2013. Cette baisse s'explique majoritairement par une diminution des déboursés en ce qui a trait à l'acquisition d'entreprises en 2013.

Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies

Au cours de l'année 2013, nous avons versé 123,1 millions de dollars en dividendes aux détenteurs d'actions participantes ainsi que 6,8 millions aux détenteurs d'actions privilégiées, comparativement à 46,0 millions et 6,8 millions respectivement au cours de la même période en 2012. L'augmentation reliée à nos dividendes est le résultat d'un dividende spécial de 77,9 millions de dollars, soit 1,00 \$ par action participante versé le 26 avril 2013.

Instruments d'emprunt

En date du 31 octobre 2013, notre ratio d'endettement net s'établissait à 0,91x (1,32x au 31 octobre 2012) et l'endettement net est passé de 470,8 millions de dollars au 31 octobre 2012 à 316,9 millions au 31 octobre 2013. Les flux de trésorerie liés aux opérations générés, incluant l'encaissement d'un montant de 200,0 millions de dollars américains (197,0 millions de dollars) à la suite de la renégociation de l'entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle*, ont contribué à l'amélioration de notre ratio d'endettement net. La baisse de l'endettement net est atténuée en partie par le paiement à la fin du deuxième trimestre de 2013 d'un dividende spécial de 77,9 millions de dollars, soit 1,00 \$ par action participante.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Tableau # 8 :

Type de contrat (en millions de dollars)	2014	2015	2016	2017	2018	2019 et suivantes	Total
Dette à long terme	218,3 \$	67,8 \$	11,2 \$	0,6 \$	0,4 \$	51,2 \$	349,5 \$
Autres engagements	39,4	29,1	27,9	26,6	20,9	62,8	206,7
Obligations totales	257,7 \$	96,9 \$	39,1 \$	27,2 \$	21,3 \$	114,0 \$	556,2 \$

Capital social

Dans le cadre du programme de rachat d'actions qui est arrivé à terme le 14 avril 2013, nous avons racheté 3 173 200 actions à droit de vote subalterne catégorie A, soit 96,3 % du programme.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a racheté 1 161 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 9,98 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 11,6 millions de dollars. Au cours de la même période, la Société a également déboursé un montant de 0,5 million de dollars, qui était inclus dans les crédettes et charges à payer au 31 octobre 2012, pour des actions qui avaient été rachetées avant le 31 octobre 2012, mais qui étaient toujours détenues par la Société à cette date. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2013.

Ce programme a été renouvelé le 14 avril 2013, afin de permettre à la Société de racheter sur le marché libre, pour annulation ou, sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières, en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2013 et le 14 avril 2014, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 3 906 520 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 6,2 % de ses 63 051 851 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2013, et jusqu'à concurrence de 742 440 actions catégorie B, représentant 5,0% de ses 14 848 816 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2013. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Il est à noter que la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B au cours de l'exercice 2013. Cependant, durant l'exercice la Société a effectué l'échange de 172 800 de ses actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A.

Tableau # 9 :

Actions émises et en circulation	Au 31 octobre 2013	Au 30 novembre 2013
Catégorie A (droit de vote subalterne)	63 188 951	63 188 951
Catégorie B (droit de vote multiple)	14 832 816	14 832 816
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif et à taux révisé)	4 000 000	4 000 000

MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Incidences de l'adoption des normes au 1^{er} novembre 2013

Le tableau suivant présente les incidences de l'adoption des normes entrant en vigueur au 1^{er} novembre 2013. Les retraitements rétroactifs apportés aux états financiers consolidés du résultat et du résultat global de la Société, résultant de l'adoption de l'IFRS 11 « Partenariats » et de l'IAS 19 modifié « Avantages du personnel » pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, se présentent comme suit :

	Tels que présenté	Retraitements IFRS 11 (a)	Retraitements IAS 19 (b)	Retraité
Revenus	2 110,1 \$	(15,4) \$	— \$	2 094,7 \$
Charges opérationnelles	1 761,0	(13,9)	5,8	1 752,9
Frais de restructuration et autres coûts	28,0	—	—	28,0
Dépréciation d'actifs	170,0	—	—	170,0
Résultat opérationnel avant amortissement	151,1	(1,5)	(5,8)	143,8
Amortissement	105,3	(0,3)	—	105,0
Résultat opérationnel	45,8	(1,2)	(5,8)	38,8
Frais financiers nets	25,5	(0,1)	6,4	31,8
Résultat avant impôts sur le résultat	20,3	(1,1)	(12,2)	7,0
Quote-part du résultat net des participations dans des coentreprises	—	0,9	—	0,9
Impôts sur le résultat	27,6	(0,2)	(3,3)	24,1
Résultat net	(7,3)	—	(8,9)	(16,2)
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	—	—	0,4
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(7,7)	—	(8,9)	(16,6)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	6,8	—	—	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes	(14,5) \$	— \$	(8,9) \$	(23,4) \$
Résultat net par action participante - de base et dilué	(0,19) \$	— \$	(0,11) \$	(0,30) \$
Autres éléments du résultat global	62,3	—	8,9	71,2
Résultat global	55,0 \$	— \$	— \$	55,0 \$

a) Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence.

La Société utilise actuellement la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée dans un seul poste, respectivement dans l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et l'état consolidé du résultat global. L'incidence à l'état consolidé de la situation financière au 31 octobre 2013 de l'adoption de IFRS 11 « Partenariats » est l'ajout d'un nouveau poste « Participations dans des coentreprises » au montant de 1,7 million de dollars à l'actif non courant et de 0,9 million au passif non courant ainsi qu'une diminution de l'ensemble des postes à l'actif et au passif résultant en un impact nul sur l'actif net.

b) Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel » afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail. L'IAS 19 modifié met en place une nouvelle approche aux fins du calcul des charges d'intérêts nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le taux de rendement prévu de l'actif sera identique au taux utilisé pour actualiser l'obligation. La présentation a aussi été modifiée afin que le coût des services rendus et passés et les frais d'administration des régimes soient présentés dans le poste « Charges opérationnelles » et que les charges d'intérêts nettes soient présentées dans le poste « Frais financiers nets ».

c) Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers », première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ». La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

Afin de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par l'IAS 39. Selon l'IFRS 9, c'est la manière avec laquelle une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers qui dictent le classement de ces derniers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 a été reportée dans l'IFRS 9. Cependant, les exigences d'évaluation des passifs financiers à la juste valeur ont changé; la partie des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état consolidé du résultat. La date d'entrée en vigueur de l'IFRS 9 est indéterminée.

d) États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une autre entité. L'IFRS 10 doit être adopté par la Société à compter du 1^{er} novembre 2013. La Société a terminé son analyse et l'adoption de cette norme n'aura aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

e) Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 doit être adopté par la Société à compter du 1^{er} novembre 2013. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme sur les informations additionnelles qui devront être présentées dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2014.

f) Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 doit être adopté par la Société à compter du 1^{er} novembre 2013. La Société a terminé son analyse et l'adoption de cette norme n'aura aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

g) Instruments financiers : compensation des actifs et des passifs

En décembre 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » et d'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », afin de clarifier les exigences en matière de compensation d'instruments financiers et en vue d'exiger de nouvelles informations à fournir sur l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. L'IFRS 7 modifiée s'appliquera de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013. L'IAS 32 modifiée s'appliquera de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore débuté l'évaluation de l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société gère de façon continue son exposition à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités. Conséquemment, la direction revoit continuellement l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. De plus, un rapport sur le programme de gestion de risques est présenté régulièrement au Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines, à des efforts de synergies entre ses segments d'activités ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les répercussions.

Risques stratégiques

Concurrence et nouveaux médias

La concurrence porte sur les prix, la qualité des produits et services ainsi que l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société opère sont fortement concurrentiels sans compter la présence accrue de compétiteurs américains. Pour réduire ce risque, la Société poursuit continuellement ses mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle tout en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. De plus, la Société croit que sa position de leader canadien, combinée à sa clientèle diversifiée dont plus de la moitié de ses revenus sont générés à partir d'ententes à moyen et long termes, atténue également ce risque.

Du côté des médias, les annonceurs ont dorénavant à leur disposition une plus grande variété de produits où investir leurs budgets publicitaires. Ceux-ci font concurrence aux magazines, journaux, sites Internet et autres plateformes de communication complémentaires de la Société en ce qui a trait à la vente d'espaces publicitaires, ainsi qu'aux ventes par abonnement et en kiosque, dans certains cas. De plus, la disponibilité au Canada de nombreux magazines publiés par des éditeurs américains et internationaux crée aussi une concurrence aux magazines de la Société. Pour limiter ces effets, la Société continue de mettre l'accent sur ses programmes d'amélioration continue et sur ses initiatives de réduction des coûts tout en développant de nouveaux produits et services par l'entremise de moyens imprimés et numériques dans le but d'accroître son offre intégrée de solutions aux entreprises locales ainsi que nationales. Ainsi, la Société a mis en place une stratégie d'activation marketing permettant à ses clients actuels et futurs d'avoir un accès plus direct à l'ensemble de ses services.

En raison de l'adoption accélérée des moyens de communication numérique par les consommateurs, la production de contenu adapté à la clientèle cible devient critique afin de retenir et développer notre clientèle. Bien que cette situation puisse générer des occasions d'affaires, ces nouvelles réalités évoluent très rapidement et, si la Société n'offre pas un rendement sur investissement intéressant à ses clients, cela pourrait avoir un effet négatif sur ses résultats. De plus, le marché des solutions de marketing interactif est fragmenté, concurrentiel et en évolution rapide. Avec l'introduction de nouvelles technologies et l'afflux de nouveaux arrivants sur le marché, il y a des risques qu'une concurrence persistante s'installe, voire s'intensifie dans l'avenir, ce qui pourrait nuire à la Société dans l'accroissement de ses ventes ainsi que dans le maintien de ses prix. Il est aussi possible que de nouvelles entreprises entrent dans ses divers marchés, ce qui peut inclure de grandes entreprises bien établies. Si ces

entreprises décident de développer, commercialiser ou revendre des produits concurrents de marketing interactif ou de services, d'acquérir, ou encore former une alliance stratégique avec un concurrent existant, les résultats d'exploitation de la Société pourraient être affectés. La Société a en effet identifié des segments de marché dans le cadre de sa stratégie de médias numériques et de solutions interactives afin de se positionner dans la création de contenu et la livraison sur les plateformes interactives ou numériques. Son succès repose sur la qualité de ses produits et de ses services ainsi que la monétisation de ces éléments. Par conséquent, la Société devra continuer à investir afin d'améliorer ses plateformes numériques en plus d'introduire de nouveaux produits et services à fort potentiel. En outre, ces investissements pourraient affecter ses résultats d'exploitation.

Perte de réputation

La Société jouit actuellement d'une bonne réputation. Le risque de perdre ou de ternir cette réputation pourrait avoir un effet important sur les affaires de la Société ou sur la valeur de ses actions. De plus, sa capacité à maintenir ses relations clients existantes et à générer de nouveaux clients dépend fortement de la qualité de ses services, sa réputation ainsi que de la continuité de l'entreprise. L'insatisfaction liée à ses services, à des dommages à sa réputation, ou à des changements au chapitre d'employés clés pourraient entraîner une perte d'activités. Depuis sa création, la Société a mis en place une série de mesures pour limiter ce risque, principalement en assurant une régie d'entreprise solide et par la mise en place de politiques, incluant un code d'éthique.

Détention du contrôle

Au 31 octobre 2013, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 16,94 % des actions en circulation et 72,65 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de Transcontinental inc. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est donc possible que dans certaines situations, les intérêts respectifs de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres détenteurs d'actions participantes de Transcontinental inc.

Risques opérationnels

Informations confidentielles, respect de la vie privée et droits d'auteur

Ce risque englobe l'utilisation et la manipulation d'information confidentielle fournie par les clients de la Société. La divulgation potentielle de telles informations aux mauvaises personnes pourrait causer des dommages considérables aux relations d'affaires avec leur propre clientèle, ainsi qu'aux relations d'affaires avec ses clients, et pourrait potentiellement entraîner des poursuites judiciaires. Différentes mesures ont été mises en place pour mieux prévenir et contrôler ce risque.

De plus, il est possible que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes. Il est aussi possible que certaines règles de droits d'auteur ne soient pas respectées avec la publication de différents contenus publiés dans les divers médias de la Société. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts à cet égard, tout manquement en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels, et la protection des droits d'auteurs ou d'autres questions de confidentialité pourrait nuire à sa réputation.

Dépendance envers les systèmes d'information

La Société utilise plusieurs systèmes de technologies de l'information. Dans le cas où ces systèmes sont soumis à des perturbations ou des pannes de système, une perte de puissance, les virus, l'accès non autorisé, l'erreur humaine, les actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet négatif sur ses opérations et ses résultats. La confiance des consommateurs par rapport à la sécurité de l'information détenue et des transactions effectuées en utilisant nos sites Internet et notre technologie (y compris via des appareils mobiles) est primordiale afin de maintenir notre réputation et notre compétitivité sur le marché.

L'industrie des médias continue de connaître des changements technologiques importants. La croissance de l'utilisation d'Internet a augmenté le nombre d'options de contenu qui sont en concurrence avec les médias traditionnels. La Société doit donc gérer les changements dans les nouvelles technologies et être en mesure d'acquérir, de développer ou de les intégrer. Sa capacité à gérer avec succès la mise en œuvre de nouvelles technologies pourrait avoir un effet important sur sa capacité à rivaliser avec succès à l'avenir. Nous gérons ces risques en s'assurant de maintenir un environnement technologique de qualité, qui est agile et pour lequel nos clients internes et externes peuvent se fier. En outre, nous effectuons des évaluations périodiques de nos contrôles informatiques afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux standards.

Recrutement et rétention du talent

Les tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié. Nous pouvons constater une diminution du bassin de talents, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. La difficulté à recruter et à retenir un personnel qualifié constitue un risque pour la Société. Par

conséquent, la Société a mis en place des plans de perfectionnement de ses gestionnaires dotés d'un fort potentiel et susceptibles d'être promus, dans le cadre du processus semestriel de revue du leadership. Pour veiller à la mise en œuvre de ces plans, le supérieur principal de chacun de ces cadres a établi des objectifs précis et s'est engagé à leur offrir des occasions de développement opérationnel et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement. Enfin, les membres de la haute direction sont évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et la Société effectue une revue du leadership afin de soutenir les défis organisationnels et être en mesure d'identifier constamment des successeurs.

Efficacité opérationnelle

En raison de la réalité des marchés, la Société doit continuellement améliorer son efficacité opérationnelle dans le but de maintenir ou d'améliorer sa rentabilité. Toutefois, rien ne garantit que la Société soit en mesure de le faire à l'avenir. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation permanents peut entraîner des coûts pour réduire les effectifs, fermer ou consolider des installations, ou améliorer l'équipement et la technologie.

La Société concentre de plus en plus la production de certains produits vers des usines à large volume, ce qui augmente le risque de ne pas pouvoir rencontrer des délais de production si un sinistre devait frapper un de ces emplacements. Cependant, la Société a mis en place des plans de contingences pour tous les emplacements devant livrer des produits de façon quotidienne.

Réglementation

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités municipales, provinciales ou fédérales. La modification de ces réglementations peut entraîner une augmentation significative des coûts de la Société afin de s'y conformer. La Société pourrait devoir hausser ses cotisations fiscales, augmenter ses effectifs et sa rémunération, ou faire des investissements dans des matières premières ou des équipements.

La Société bénéficie de certains programmes d'aide gouvernementale, pour les magazines et les livres. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux dans le futur pourrait avoir des incidences importantes sur les résultats d'exploitation de la Société.

Intégration des acquisitions et réorganisation

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions est toujours un risque et celui-ci augmente en fonction de la taille et du type de l'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires de la production, nous faire perdre des contrats importants ou affecter notre rétention du personnel et nos relations avec les clients. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient prendre plus de temps que prévu. Toutefois, pour limiter ces risques, la Société mise sur de strictes critères d'acquisition ainsi que sur des équipes de vérification diligente expérimentées et des méthodes d'intégration rigoureuses.

Matières premières et prix de l'énergie

Le papier, l'encre et les plaques sont les principales matières premières utilisées par le secteur de l'impression de la Société. Les activités d'impression consomment de l'énergie, plus particulièrement, de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Les fluctuations de prix des matières premières et de l'énergie ont des effets sur ces activités ainsi que sur nos activités de distribution et donc la Société poursuit continuellement ses démarches pour trouver de nouvelles manières de réduire ses coûts énergétiques.

Bien que la Société transfère habituellement les coûts du papier et de l'encre aux clients de son secteur de l'impression, l'augmentation de ces matières premières peut avoir un effet négatif sur les activités du secteur d'impression si elle entraîne une modification des habitudes d'achats de ses clients, en ce qui concerne par exemple le nombre de pages imprimées. De plus, l'augmentation du prix du papier et de l'encre a un effet négatif sur la rentabilité du secteur des médias. La Société a conclu des ententes avec ses principaux fournisseurs afin de s'assurer d'un approvisionnement stable. Il est aussi à noter que certaines des ententes avec les clients comportent des clauses escalatoires indexant les prix de vente au gré des fluctuations du prix des matières premières et des taux de change.

Risques environnementaux

L'impression et l'édition nécessitent l'utilisation de grandes quantités de papier dans leurs activités quotidiennes. Les consommateurs se soucient de plus en plus de la protection de l'environnement et du développement durable. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour trouver constamment de nouveaux moyens de réduire son empreinte environnementale.

Risques financiers

Cycles économiques

Un risque important auquel la Société fait face, et qu'elle peut difficilement contrôler, est celui lié aux cycles économiques, incluant le risque lié aux récessions économiques qui pourraient survenir. Par ailleurs, plus de la majorité de ses revenus générés dépendent, directement ou indirectement, des budgets de dépenses publicitaires des annonceurs. Ces dépenses publicitaires des annonceurs ont tendance à être cycliques en raison de la conjoncture économique globale et des habitudes d'achats des consommateurs.

Toutefois, la Société croit qu'elle atténue ce risque par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de la clientèle se retrouve dans des secteurs d'activités moins cycliques, tels que l'alimentation et les soins personnels. De plus, dans le secteur des médias, la Société compte sur une bonne répartition entre la publicité locale et la publicité nationale. Enfin, en raison de la mise en place d'une stratégie de développement axée sur l'objectif de se classer parmi les chefs de file dans nos créneaux respectifs, la Société croit pouvoir limiter son exposition aux cycles économiques sans toutefois pouvoir éliminer l'avènement ou l'ampleur de ceux-ci.

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Au 31 octobre 2013, un montant de 137,0 millions était utilisé sur le crédit rotatif d'un montant de 400,0 millions de dollars qui vient échéance en février 2018. Au 31 octobre 2013, des lettres de crédit aux montants de 1,5 million de dollars canadiens et 1,0 million de dollars américains avaient été émises à même la facilité de crédit.

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les rencontrer, mais à un coût excessif. Il est à noter que les cotes de crédit attribuées à la Société par différentes agences ont une influence importante sur sa capacité de financement. Le risque est donc que la Société ne puisse mobiliser le capital nécessaire afin de rencontrer ses besoins de financement. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société est en très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net ajusté de 0,91x et que la situation financière de la Société devrait s'améliorer davantage en raison de flux de trésorerie générés qui seront à nouveau considérables au cours du prochain exercice compte tenu d'un programme de dépenses en immobilisations limité à 70 millions de dollars. La disponibilité de capitaux devrait donc continuer d'augmenter en vertu d'une décroissance de notre dette.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin de l'exercice 2013, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 73 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable représentait 27 % (67 % et 33 %, respectivement, au 31 octobre 2012). La dette à taux variable, en tenant compte des instruments financiers dérivés, porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixe et à taux variable.

Taux de change

Le programme de couverture de change utilise des produits dérivés pour protéger la Société contre les risques de fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, la Société veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. La politique approuvée par le conseil d'administration de la Société permet de couvrir de 50 % à 100 % des flux monétaires nets pour une période de un à 12 mois, de 25 % à 50 % pour les 12 mois suivants et jusqu'à 25 % pour les 12 mois subséquents.

Crédit

Certains facteurs, tel que les conditions économiques, pourraient avoir une incidence sur la disponibilité des capitaux et donc pourraient avoir un effet négatif sur notre capacité de collection. Afin de limiter ce risque, la Société poursuit ses contrôles stricts relativement au crédit et la haute direction analyse et révisé la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. De plus, la Société possède une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars qui vient à échéance le 1^{er} mai prochain. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Régimes de retraite

Au 31 octobre 2013, la quasi-totalité des employés actifs de TC Transcontinental participaient à des régimes de retraite à cotisations définies. Les risques relatifs aux régimes à prestations définies qui étaient en place avant la migration au volet à cotisations définies sont toujours assumés par la Société. La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions

déoulant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. Les évaluations actuarielles les plus récentes de la majorité des régimes de retraite aux fins de capitalisation ont été effectuées en date du 31 décembre 2012. Le rapport d'évaluation actuarielle détermine le montant des contributions monétaires que la Société doit verser dans les régimes de retraite enregistrés. Le plus récent rapport d'évaluation actuarielle obtenu, en date du 31 décembre 2012, montre que les régimes de retraite enregistrés sont en position de déficit de solvabilité. Par conséquent, si les marchés financiers ou les taux d'intérêt subissaient une baisse substantielle, la Société pourrait devoir augmenter ses contributions monétaires. La Société réduit ce risque en adoptant une stratégie d'allocation des actifs des régimes de retraite de façon à ce qu'une portion des investissements possèdent des caractéristiques semblables à celles des obligations à long terme relatives à ces régimes.

Tests de dépréciation

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner des baisses de valeur de l'actif, et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur les capitaux propres de la Société. Les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») exigent que la Société effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation vient réduire le bénéfice net attribuable aux actions participantes sans toutefois avoir aucun effet important, ni sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles, ni sur son pouvoir d'emprunt.

Actions participantes et actions privilégiées

Le cours des actions pourrait fluctuer et les détenteurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions participantes au prix d'achat ou à un prix supérieur. Le cours des actions participantes pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait à l'entreprise de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions participantes effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans les industries de l'impression et de l'édition, ou encore, l'économie nord-américaine. Au cours des dernières années, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'étaient pas nécessairement liées avec le rendement de l'exploitation des sociétés visées. Il pourrait donc arriver que le cours des actions participantes continue à fluctuer de façon marquée à l'avenir sans que cela soit nécessairement attribuable au rendement de la Société.

En ce qui a trait aux actions privilégiées, les détenteurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions au prix d'émission ou à un prix supérieur et la Société pourrait décider de ne pas exercer son droit de rachat. Le cours des actions pourrait fluctuer en raison de fluctuations réelles ou anticipées de leur notation de crédit et des taux d'intérêt qui auraient également un impact sur le coût auquel la Société peut effectuer des opérations ou obtenir du financement, et de ce fait, sur sa liquidité, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Conclusion sur les risques et incertitudes

La Société poursuit son approche rigoureuse en matière de gestion de risques en demeurant à l'affût de tout nouveau risque ou modification d'un risque existant qui pourrait affecter ses activités et en s'assurant de l'efficacité des mesures de contrôle déjà implantées. La direction maintient son approche structurée de la prévention et du contrôle des risques et de la planification de la continuité des opérations, en vertu de laquelle elle implante des mesures proactives pour inciter les entités d'affaires à prévenir les risques, à gérer les changements organisationnels et à se rétablir d'événements imprévus de façon efficiente.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société, au terme d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société au 31 octobre 2013, ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces et qu'ils permettent de s'assurer que l'information importante au sujet de la Société et de ses filiales leur a été communiquée.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

Au cours l'exercice clos le 31 octobre 2013, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

La direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2013, et selon cette évaluation, elle a déterminé que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Annonce d'un accord définitif afin d'acquérir tous les journaux locaux du Québec détenus par Corporation Sun Media

Le 5 décembre 2013, la Société a annoncé la conclusion d'un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir tous les journaux locaux du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média, pour un prix d'achat de 75 millions de dollars. Cet accord a été approuvé par les conseils d'administration de Transcontinental inc. et de Québecor Média inc. et la transaction est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires en vertu de la Loi sur la concurrence du Canada.

PERSPECTIVES

Le secteur de l'impression a atteint environ 40 millions de dollars de synergies, comme prévu lors de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, inc., et devrait générer des synergies supplémentaires de quelques millions de dollars au cours de l'exercice 2014. Par ailleurs, de nouvelles ententes d'impression de journaux, de circulaires et de produits marketing conclues depuis le début de l'exercice, devraient aussi contribuer davantage au cours de l'exercice 2014. Nous continuerons à développer notre offre aux détaillants, plus précisément dans le domaine du marketing sur le lieu de vente, et nous poursuivrons nos efforts à intégrer d'autres éditeurs de journaux canadiens à notre réseau d'impression des plus efficaces. Cependant, ces éléments devraient être contrebalancés par une diminution prévue du volume au sein de nos activités existantes d'impression de magazines et de livres.

Les conditions de marché difficiles dans le secteur des médias en ce qui a trait aux dépenses publicitaires au sein de nos marchés locaux et nationaux devraient se maintenir. Par conséquent, nous continuerons l'optimisation de notre structure de coûts afin de limiter les répercussions potentielles sur la marge bénéficiaire. De plus, nous poursuivrons nos investissements visant à développer et à présenter au marché des offres de nouveaux produits et services, surtout numériques et interactifs.

Les nouvelles ententes pour l'impression de magazines et de produits marketing conclues avec Québecor Média inc. devraient progressivement avoir un effet positif sur nos résultats dès le mois de février 2014. Nous avons aussi annoncé la conclusion d'un accord définitif pour l'acquisition des journaux locaux du Québec détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média, assujettie à l'approbation du Bureau de la concurrence. À la suite de la clôture de cette acquisition, nous prévoyons un impact annualisé au résultat opérationnel avant amortissement d'environ 20 millions de dollars pour l'ensemble de ces transactions.

Nous continuerons de générer des flux de trésorerie importants au cours des prochains trimestres et notre excellente situation financière devrait nous permettre de continuer notre approche en gestion du capital qui permet de diminuer notre dette, distribuer des dividendes et d'investir dans notre transformation axée sur nos compétences clés, telles que le domaine manufacturier. Nous poursuivrons aussi le développement de projets internes et l'évaluation d'acquisitions stratégiques afin de maintenir notre position de chef de file de l'activation marketing au Canada, tout en développant de nouveaux créneaux afin d'assurer la croissance et la rentabilité à long terme de l'entreprise.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti

Le chef de la direction financière et du développement de la Société

Le 5 décembre 2013



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Transcontinental inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Transcontinental inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 octobre 2013 et au 31 octobre 2012, les états consolidés du résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Transcontinental inc. au 31 octobre 2013 et au 31 octobre 2012, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

 KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.*

Le 5 décembre 2013
Montréal, Canada

*FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A106087

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2013	2012
Revenus		2 110,1 \$	2 112,1 \$
Charges opérationnelles	4	1 761,0	1 754,5
Frais de restructuration et autres coûts	5	28,0	55,0
Dépréciation d'actifs	6	170,0	232,0
Gain sur acquisition d'entreprise	27	—	(32,1)
Résultat opérationnel avant amortissement		151,1	102,7
Amortissement	7	105,3	112,4
Résultat opérationnel		45,8	(9,7)
Frais financiers nets	8	25,5	46,5
Résultat avant impôts sur le résultat		20,3	(56,2)
Impôts sur le résultat	9	27,6	112,3
Résultat net lié aux activités poursuivies		(7,3)	(168,5)
Résultat net lié aux activités abandonnées	10	—	(7,4)
Résultat net		(7,3)	(175,9)
Participations ne donnant pas le contrôle		0,4	0,6
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société		(7,7)	(176,5)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	22	6,8	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes		(14,5) \$	(183,3) \$
Résultat net par action participante - de base et dilué			
Activités poursuivies	23	(0,19) \$	(2,18) \$
Activités abandonnées		—	(0,09)
		(0,19) \$	(2,27) \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - de base et dilué (en millions)		78,0	80,7

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2013	2012
Résultat net		(7,3) \$	(175,9) \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net :			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		2,8	(0,6)
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté au résultat net au cours de la période considérée		(2,8)	3,9
Impôts sur le résultat y afférent		(0,2)	0,9
		0,2	2,4
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		1,0	0,7
Pertes de change latentes sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		(1,6)	—
Impôts sur le résultat y afférent		(0,2)	—
		(0,4)	0,7
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net :			
Variations liées aux régimes à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	29	85,2	(81,9)
Impôts sur le résultat y afférent		22,7	(22,5)
		62,5	(59,4)
Autres éléments du résultat global	25	62,3	(56,3)
Résultat global		55,0 \$	(232,2) \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		54,6 \$	(232,8) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,4	0,6
		55,0 \$	(232,2) \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012
(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de la Société						
	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} novembre 2012	467,7 \$	2,5 \$	514,2 \$	(84,4) \$	900,0 \$	1,4 \$	901,4 \$
Résultat net	—	—	(7,7)	—	(7,7)	0,4	(7,3)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	62,3	62,3	—	62,3
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions participantes (note 22)	(6,4)	—	(5,2)	—	(11,6)	—	(11,6)
Levée d'options d'achat d'actions (note 22)	1,5	(0,3)	—	—	1,2	—	1,2
Dividendes (note 22)	—	—	(129,9)	—	(129,9)	(1,4)	(131,3)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 24)	—	0,7	—	—	0,7	—	0,7
Solde au 31 octobre 2013	462,8 \$	2,9 \$	371,4 \$	(22,1) \$	815,0 \$	0,4 \$	815,4 \$
Solde au 1 ^{er} novembre 2011	478,1 \$	1,8 \$	750,3 \$	(28,1) \$	1 202,1 \$	0,8 \$	1 202,9 \$
Résultat net	—	—	(176,5)	—	(176,5)	0,6	(175,9)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(56,3)	(56,3)	—	(56,3)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions participantes (note 22)	(11,0)	—	(6,8)	—	(17,8)	—	(17,8)
Levée d'options d'achat d'actions (note 22)	0,6	(0,1)	—	—	0,5	—	0,5
Dividendes (note 22)	—	—	(52,8)	—	(52,8)	—	(52,8)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 24)	—	0,8	—	—	0,8	—	0,8
Solde au 31 octobre 2012	467,7 \$	2,5 \$	514,2 \$	(84,4) \$	900,0 \$	1,4 \$	901,4 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Actifs courants			
Trésorerie		30,3 \$	16,8 \$
Débiteurs	11	421,2	449,8
Impôts sur le résultat à recevoir		12,5	38,9
Stocks	12	82,0	82,5
Frais payés d'avance et autres actifs courants	13	14,1	14,7
		560,1	602,7
Immobilisations corporelles	14	596,6	651,2
Immobilisations incorporelles	15	194,2	171,5
Goodwill	16	325,7	487,0
Impôts sur le résultat différés	9	148,0	192,6
Autres éléments d'actif	17	34,7	31,2
		1 859,3 \$	2 136,2 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	18	275,8 \$	336,8 \$
Provisions	20	10,3	15,5
Impôts sur le résultat à payer		6,4	50,3
Revenus reportés et dépôts	21	61,1	39,3
Portion courante de la dette à long terme	19	218,3	283,5
		571,9	725,4
Dette à long terme	19	128,9	204,1
Impôts sur le résultat différés	9	67,1	68,4
Provisions	20	40,2	45,3
Autres éléments du passif	21	235,8	191,6
		1 043,9	1 234,8
Capitaux propres			
Capital social	22	462,8	467,7
Surplus d'apport		2,9	2,5
Résultats non distribués		371,4	514,2
Cumul des autres éléments du résultat global	25	(22,1)	(84,4)
Attribuables aux actionnaires de la Société		815,0	900,0
Participations ne donnant pas le contrôle		0,4	1,4
		815,4	901,4
		1 859,3 \$	2 136,2 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2013	2012
Activités opérationnelles			
Résultat net		(7,3) \$	(175,9) \$
Moins : Résultat net lié aux activités abandonnées	10	—	(7,4)
Résultat net lié aux activités poursuivies		(7,3)	(168,5)
Ajustements pour rapprocher le résultat net lié aux activités poursuivies et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Amortissement	7	131,2	132,9
Dépréciation d'actifs	6	170,0	232,0
Gain sur acquisition d'entreprise	27	—	(32,1)
Frais financiers de la dette à long terme	8	20,1	27,0
Intérêts sur nouvelle cotation fiscale	8 et 9	—	16,0
Pertes nettes (gains nets) à la cession d'actifs		0,2	(1,2)
Impôts sur le résultat	9	27,6	112,3
Coût de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	24	0,7	0,8
Autres		(1,9)	1,6
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		340,6	320,8
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	26	88,2	(43,8)
Impôts sur le résultat payés		(12,6)	(48,0)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies		416,2	229,0
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités abandonnées		—	0,9
		416,2	229,9
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises	27	(24,5)	(60,4)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(47,4)	(37,3)
Cessions d'immobilisations corporelles		5,1	3,6
Augmentation des immobilisations incorporelles		(26,8)	(22,0)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies		(93,6)	(116,1)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités abandonnées		—	10,0
		(93,6)	(106,1)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme	19	(88,8)	(89,8)
Augmentation (diminution) nette du crédit à terme rotatif	19	(57,6)	11,4
Frais financiers de la dette à long terme		(20,5)	(26,1)
Intérêts sur nouvelle cotation fiscale	9	—	(8,1)
Dividendes sur actions participantes	22	(123,1)	(46,0)
Dividendes sur actions privilégiées	22	(6,8)	(6,8)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(1,4)	—
Émission d'actions participantes	22	1,2	0,5
Rachat d'actions participantes	22	(12,1)	(17,3)
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies		(309,1)	(182,2)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères		—	0,2
Variation nette de la trésorerie		13,5	(58,2)
Trésorerie au début de l'exercice		16,8	75,0
Trésorerie à la fin de l'exercice		30,3 \$	16,8 \$
Activités d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créiteurs		(3,8) \$	2,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A, les actions catégorie B et les actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D, se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), Canada H3B 3N2.

La Société se spécialise dans les médias imprimés et numériques, la production de magazines, de journaux, de livres et de contenus sur mesure, le marketing de masse et personnalisé, les applications mobiles et interactives et la distribution de porte en porte. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 33 « Information sectorielle ».

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés le 5 décembre 2013.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés annuels sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 31 octobre 2013. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés de la Société après le 31 octobre 2013 pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés annuels.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains instruments financiers qui ont été évalués selon leur juste valeur, tel qu'indiqué dans les méthodes comptables ci-dessous. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie cédée en échange des actifs.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales et les coentreprises.

i) Filiales

Les filiales sont des entités pour lesquelles la Société est en mesure de contrôler les politiques financières et opérationnelles afin de bénéficier des avantages de leurs activités. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés de la Société depuis la date de la prise de contrôle, jusqu'à la date de la perte de contrôle. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle, qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière.

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100,0 %
Imprimeries Transcontinental inc. (Canada)	100,0
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100,0
Transcontinental Interactif inc. (Canada)	100,0
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100,0
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100,0

ii) Coentreprises

Les coentreprises sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel et qui requièrent que les décisions stratégiques financières et opérationnelles fassent l'objet d'un consentement unanime. Les participations dans les coentreprises sont principalement dans le secteur des médias, et sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. L'effet de ces coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société n'est pas significatif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

c) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties conditionnelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill. Si la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge excède la contrepartie transférée, l'excédent est comptabilisé à titre de gain sur acquisition d'entreprise à l'état consolidé du résultat.

Si l'accord comprend une contrepartie conditionnelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et est ajoutée à la contrepartie transférée, et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle sera comptabilisée au coût d'acquisition, si elle se rattache à des ajustements pendant la période d'évaluation, ou au résultat net, si elle se rattache à des ajustements après la période d'évaluation. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition. Cette période est d'une durée maximale de 12 mois.

Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés durant la période d'évaluation, et comptabilisé au résultat net par la suite.

Dans le cas de regroupements d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

d) Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, diminués du montant estimatif des rabais et autres réductions similaires accordés aux clients.

Dans le cadre de la vente de biens, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il y a eu transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société n'est plus impliquée dans la gestion ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Dans le cadre de la prestation de services, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- le degré d'avancement de l'activité peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

i) Dans le secteur de l'impression, l'impression constitue la principale source de revenus. Ces derniers sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés selon l'entente conclue avec le client.

ii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi, les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte en porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Revenus de vente de livres :

Les revenus de livres sont constatés au moment où les livres sont expédiés aux clients, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus d'édition, de préparation de contenus et de projets marketing :

Les revenus d'édition, de préparation de contenus et de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

e) Opérations d'échange

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés lorsque la juste valeur des biens ou services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a constaté un montant de 9,7 millions de dollars à titre d'opérations d'échange (10,3 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2012).

f) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée au résultat, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporelles entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

g) Aide gouvernementale

Les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont constatés en réduction du coût de l'actif sous-jacent. Les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles sont constatés en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

i) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus, et réduit les charges opérationnelles figurant aux états consolidés du résultat et les stocks connexes figurant aux états consolidés de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle. Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

l) Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants, ou groupes destinés à être cédés comprenant des actifs et des passifs, que la Société s'attend à recouvrer principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue, sont classés comme détenus en vue de la vente. Immédiatement avant leur classement comme détenus en vue de la vente, les actifs, ou les composantes d'un groupe destiné à être cédé, sont réévalués à la plus faible de leur valeur comptable ou de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Toute perte de valeur sur un groupe destiné à être cédé est affectée au goodwill, puis aux autres actifs et passifs au prorata de leur valeur comptable. Toutefois, aucune perte de valeur n'est affectée aux stocks, aux actifs financiers, aux actifs d'impôt différé, aux actifs au titre des avantages du personnel, lesquels continuent d'être évalués conformément aux méthodes comptables de la Société. Toute perte de valeur au moment du classement initial des actifs comme détenus en vue de la vente ainsi que tout profit ou perte ultérieur au moment de la réévaluation sont comptabilisés dans le résultat. Les profits au moment d'une réévaluation, qui excèdent le cumul des pertes de valeur, ne sont pas comptabilisés.

m) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte dont la Société s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente. Le classement en tant qu'activité abandonnée s'effectue au moment de la sortie ou à la date à laquelle l'activité répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente, selon la première des deux éventualités. Lorsqu'une activité est classée comme activité abandonnée, les états comparatifs du résultat net et du résultat global sont présentés comme si l'activité avait été abandonnée dès le début de la période comparative.

n) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrat de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué. Les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Une immobilisation corporelle détenue en vertu d'un contrat de location-financement est initialement comptabilisée au moindre de la juste valeur de l'actif ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. L'immobilisation corporelle louée est par la suite comptabilisée de la même façon que les autres actifs similaires détenus par la Société. Le passif correspondant à payer au bailleur est comptabilisé comme une dette découlant d'un contrat de location-financement et une charge financière est imputée aux résultats sur la durée du contrat.

Les contrats de location simple sont comptabilisés aux résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

o) Immobilisations incorporelles

i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations par la suite.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de prépublication d'ouvrages et des coûts liés à des projets à long terme en technologie. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères d'inscription à l'actif. Le montant initial comptabilisé au titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères d'inscription à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	10 % - 25 %	Dégressif
Coûts de prépublication d'ouvrages	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-10 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	3-5 ans	Linéaire

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles comprennent principalement des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux, de magazines et de livres. La valeur attribuée aux noms commerciaux est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

iii) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise, et au coût diminué du cumul des dépréciations par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti.

p) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont attribués aux unités génératrices de trésorerie (« UGT »), et sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur d'utilité est déterminée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT (ou groupe d'UGT). La juste valeur diminuée des coûts de vente est déterminée à l'aide d'un multiple du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (« BAIIA »), de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de chaque UGT (ou groupe d'UGT).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif, d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les actifs ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

q) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une perte de valeur. Les coûts d'acquisition de contrats sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

r) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de fonds soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent, et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructurations, aux contrats déficitaires et aux régimes de retraite multi-employeurs. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration, et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

ii) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles seront supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Une provision pour contrats déficitaires représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat.

iii) Régimes de retraite multi-employeurs

Les obligations relatives aux régimes multi-employeurs sont comptabilisées lorsque le montant peut être estimé de façon fiable et que la Société ne dispose pas de toutes les informations nécessaires à la comptabilisation de ces régimes à titre de régimes à prestations définies.

s) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Selon les IFRS, conformément à l'IAS 19 « Avantages du personnel », les régimes multi-employeurs qui comportent des obligations implicites sont comptabilisés comme des régimes à prestations définies lorsque la Société dispose d'informations suffisantes pour établir sa part de l'obligation au titre des prestations définies, sa part des actifs des régimes et des coûts associés aux régimes. La Société ne dispose pas de toutes les informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision. Les cotisations versées aux régimes sont comptabilisées en charge au moment de la prestation de services par les employés.

i) Régimes à prestations définies

Les coûts des régimes à prestations définies pour des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis avec l'aide d'actuaire indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'évolution du coût des soins de santé, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime. L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement aux autres éléments du résultat global.

Un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que l'effet du plafonnement de la part du coût des avantages futurs à la charge de l'employeur, sont constatés au résultat global au cours de la période dans laquelle ils se produisent.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat, dans la mesure où les droits aux prestations sont déjà acquis. Le coût des services passés relatif aux droits non acquis est différé et amorti selon le mode linéaire sur la durée moyenne restante à courir, jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Le coût des services rendus, le rendement prévu des actifs des régimes et la désactualisation de l'obligation au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat au cours de la période où ils surviennent.

ii) Régimes de retraite à cotisations définies, régimes enregistrés d'épargne collectifs et régimes généraux et obligatoires

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes généraux et obligatoires, la Société verse des cotisations aux régimes des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment où les cotisations sont versées.

Les cotisations de la Société qui sont versées aux régimes généraux et obligatoires sont gérées par les pouvoirs publics.

t) Rémunération à base d'actions

La Société offre des régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants, cadres supérieurs et administrateurs.

i) Régime d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont passées en charge selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat, le cas échéant.

ii) Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs est comptabilisée selon un mode linéaire sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture des états financiers. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat, le cas échéant.

iii) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat.

u) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes, est le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale étrangère dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien, sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas reconvertis. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la sortie totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a désigné certaines dettes libellées en dollars américains comme éléments de couverture d'une portion équivalente de son investissement net dans ses établissements étrangers, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace des gains ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée au résultat net. Les gains ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme élément de couverture de l'investissement net d'établissements étrangers constatés au cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés aux résultats lorsque l'investissement net correspondant est réduit.

v) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquemment comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie	Prêts et créances	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Débiteurs, autres comptes à recevoir et autres actifs financiers	Prêts et créances	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Placements	Disponibles à la vente	Juste valeur ou coût s'il n'y a pas de marché coté
Créditeurs, autres charges à payer et autres passifs financiers	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

w) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque date de clôture des états financiers. La tranche efficace de la relation de couverture, de même que la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change des achats futurs d'équipements de production, reportée dans le cumul des autres éléments du résultat global, est reclassée à l'encontre de l'immobilisation lors de sa comptabilisation initiale. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital est reclassée aux résultats au cours de la période durant laquelle l'élément couvert influe sur les résultats.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

x) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicables. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont :

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Regroupement d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule à l'interne ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé. Des différences importantes à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises ce qui influencerait le montant de la charge d'amortissement.

ii) Dépréciation d'actifs non financiers

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs et celle fondée sur le marché.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs, les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation, par le coût moyen pondéré du capital et par les taux d'impôt.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant les résultats normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché.

Ces méthodes font intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation, s'il y a lieu. L'incidence de changements importants des hypothèses et de la révision d'estimations est comptabilisée au résultat au cours de la période où ces changements surviennent et où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

iii) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. La détermination du montant des provisions requiert que la direction formule des hypothèses et fasse des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et leur échéancier, et les probabilités d'occurrence des obligations. Des changements importants à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les montants déterminés à titre de provisions. L'incidence de ces changements est comptabilisée au résultat au cours de la période où ceux-ci surviennent, le cas échéant.

iv) Impôts sur le résultat

Dans le cadre du calcul de l'impôt exigible, la Société est tenue de faire des estimations importantes en raison de l'assujettissement de la Société aux lois fiscales de divers territoires où elle exerce ses activités. De même, le montant d'impôt exigible pourrait être modifié en raison de divers facteurs tels que des événements qui ne se sont pas encore produits, une évolution des lois de l'impôt ou de l'issue des contrôles fiscaux et appels connexes.

Dans le cadre du calcul de l'impôt différé, le recours aux estimations est requis pour déterminer les taux et les montants appropriés et pour tenir compte de la probabilité de leur réalisation. Les actifs d'impôt sur le résultat différés reflètent aussi l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées pouvant être reportées ultérieurement afin de réduire l'impôt sur le résultat des prochains exercices. Cette évaluation exige que la Société formule des jugements significatifs sur la possibilité, ou non, qu'il soit probable que les actifs d'impôt sur le revenu différé soient recouverts à partir du résultat imposable futur et, par conséquent, qu'ils puissent être constatés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société s'appuie, entre autres, sur son expérience passée pour appliquer son jugement.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôts exigibles et différés.

v) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. La direction revoit annuellement ces hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée à l'état de la situation financière et au résultat global au cours de la période où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce des jugements, autres que ceux ayant trait à des estimations, à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels des jugements importants sont exercés sont :

vi) Dépréciation des actifs non financiers

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Dans le cadre de ce processus, la Société doit exercer son jugement en se basant sur les objectifs visés par le regroupement d'entreprises et sur la façon dont sont gérées ses activités. L'application d'un jugement différent pourrait entraîner un résultat différent dans le cadre du test de dépréciation annuel des actifs non financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La Société fait également appel à son jugement pour évaluer si un test de dépréciation doit être effectué en raison de la présence d'indicateurs de dépréciation potentielle. Dans l'application de son jugement, la Société s'appuie principalement sur sa connaissance de ses activités et du contexte économique.

vii) Contrats de location

Pour les contrats de location, la Société doit évaluer si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué sont transférés au preneur. Cette évaluation permet de déterminer la classification du contrat de location, soit à titre de contrat de location simple ou à titre de contrat de location-financement, et de déterminer la comptabilisation de ce dernier aux états financiers consolidés de la Société. Dans le cadre de cette évaluation, la Société s'appuie sur les dispositions du contrat et sur différents autres facteurs économiques pour exercer son jugement.

viii) Conversion de monnaies étrangères

Dans le cadre de la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger, la Société doit évaluer différents facteurs tels que la monnaie qui influence les prix de vente et les coûts, le contexte économique et le degré d'autonomie de la filiale. Suite à l'évaluation des différents facteurs, lorsque la monnaie fonctionnelle est difficile à déterminer, la Société a recours à son jugement pour déterminer la monnaie fonctionnelle qui représente le plus fidèlement les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents.

3 MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Incidences de l'adoption des normes au 1^{er} novembre 2013

Le tableau suivant présente les incidences de l'adoption des normes entrant en vigueur au 1^{er} novembre 2013. Les retraitements rétroactifs apportés aux états financiers consolidés du résultat et du résultat global de la Société, résultant de l'adoption de l'IFRS 11 « Partenariats » et de l'IAS 19 modifié « Avantages du personnel » pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements		Retraités
		IFRS 11 ^(a)	IAS 19 ^(b)	
Revenus	2 110,1 \$	(15,4) \$	— \$	2 094,7 \$
Charges opérationnelles	1 761,0	(13,9)	5,8	1 752,9
Frais de restructuration et autres coûts	28,0	—	—	28,0
Dépréciation d'actifs	170,0	—	—	170,0
Résultat opérationnel avant amortissement	151,1	(1,5)	(5,8)	143,8
Amortissement	105,3	(0,3)	—	105,0
Résultat opérationnel	45,8	(1,2)	(5,8)	38,8
Frais financiers nets	25,5	(0,1)	6,4	31,8
Résultat avant impôts sur le résultat	20,3	(1,1)	(12,2)	7,0
Quote-part du résultat net des participations dans des coentreprises	—	0,9	—	0,9
Impôts sur le résultat	27,6	(0,2)	(3,3)	24,1
Résultat net	(7,3)	—	(8,9)	(16,2)
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	—	—	0,4
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(7,7)	—	(8,9)	(16,6)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	6,8	—	—	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes	(14,5) \$	— \$	(8,9) \$	(23,4) \$
Résultat net par action participante - de base et dilué	(0,19) \$	— \$	(0,11) \$	(0,30) \$
Autres éléments du résultat global	62,3	—	8,9	71,2
Résultat global	55,0 \$	— \$	— \$	55,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

a) Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence.

La Société utilise actuellement la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée dans un seul poste, respectivement dans l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et l'état consolidé du résultat global. L'incidence à l'état consolidé de la situation financière au 31 octobre 2013 de l'adoption de IFRS 11 « Partenariats » est l'ajout d'un nouveau poste « Participations dans des coentreprises » au montant de 1,7 million de dollars à l'actif non courant et de 0,9 million au passif non courant ainsi qu'une diminution de l'ensemble des postes à l'actif et au passif résultant en un impact nul sur l'actif net.

b) Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel » afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail. L'IAS 19 modifié met en place une nouvelle approche aux fins du calcul des charges d'intérêts nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le taux de rendement prévu de l'actif sera identique au taux utilisé pour actualiser l'obligation. La présentation a aussi été modifiée afin que le coût des services rendus et passés et les frais d'administration des régimes soient présentés dans le poste « Charges opérationnelles » et que les charges d'intérêts nettes soient présentées dans le poste « Frais financiers nets ».

c) Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers », première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ». La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

Afin de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par l'IAS 39. Selon l'IFRS 9, c'est la manière avec laquelle une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers qui dictent le classement de ces derniers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 a été reportée dans l'IFRS 9. Cependant, les exigences d'évaluation des passifs financiers à la juste valeur ont changé; la partie des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état consolidé du résultat. La date d'entrée en vigueur de l'IFRS 9 est indéterminée.

d) États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une autre entité. L'IFRS 10 doit être adoptée par la Société à compter du 1^{er} novembre 2013. La Société a terminé son analyse et l'adoption de cette norme n'aura aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

e) Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 doit être adoptée par la Société à compter du 1^{er} novembre 2013. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme sur les informations additionnelles qui devront être présentées dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2014.

f) Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 doit être adoptée par la Société à compter du 1^{er} novembre 2013. La Société a terminé son analyse et l'adoption de cette norme n'aura aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

g) Instruments financiers : compensation des actifs et des passifs

En décembre 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » et d'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », afin de clarifier les exigences en matière de compensation d'instruments financiers et en vue d'exiger de nouvelles informations à fournir sur l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. L'IFRS 7 modifiée s'appliquera de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013. L'IAS 32 modifiée s'appliquera de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore terminé l'analyse de cette norme.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

4 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Coûts liés au personnel	677,6 \$	686,7 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	949,1	940,2
Autres biens et services ⁽²⁾	134,3	127,6
	1 761,0 \$	1 754,5 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels. Les contrats de location simple comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013 se sont élevés à 26,5 millions de dollars (25,5 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2012). Les revenus de location et de sous-location comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013 se sont élevés à 2,1 millions de dollars (1,4 million pour l'exercice clos le 31 octobre 2012).

Le montant des stocks constaté dans les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 a été de 1 110,9 millions de dollars (1 117,3 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2012). Un montant de 1,0 million de dollars a été comptabilisé à titre de charge pour désuétude des stocks pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 (0,9 million pour l'exercice clos le 31 octobre 2012).

5 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS

Les frais de restructuration et autres coûts par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Réduction d'effectifs	19,4 \$	32,7 \$
Régimes multi-employeurs	—	11,3
Contrats déficitaires	0,4	6,4
Pertes nettes à la cession d'actifs	—	1,6
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽¹⁾	0,3	1,8
Gain sur la compression des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs	(0,7)	(3,4)
Effet de règlement des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs	3,6	0,3
Autres coûts liés à des restructurations	5,0	4,3
	28,0 \$	55,0 \$

⁽¹⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction dont les frais juridiques et bancaires pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

6 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

La dépréciation d'actifs par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos le 31 octobre :

	2013	2012
Immobilisations corporelles	8,9 \$	1,3 \$
Immobilisations incorporelles	1,1	20,7
Goodwill	160,0	210,0
	170,0 \$	232,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

6 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

Immobilisations corporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a enregistré une charge de dépréciation des immobilisations corporelles de 8,9 millions de dollars principalement attribuable à du matériel de production qui n'était plus utilisé. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des immobilisations corporelles de 1,3 million de dollars.

Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a procédé au test annuel de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, qui sont composées des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux, de magazines et de livres. La Société a conclu que les valeurs recouvrables des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») soumises au test étaient supérieures à leur valeur comptable. Par conséquent, aucune charge de dépréciation n'a été enregistrée au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013 pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée de 1,1 million de dollars a été enregistrée relativement à des coûts liés à des projets à long terme en technologie.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de 13,5 millions de dollars en raison d'une baisse de profitabilité, relativement à des noms commerciaux de certaines UGT du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias. La Société avait également enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée de 7,2 millions de dollars, principalement attribuable à une baisse de la valeur d'utilité des coûts liés à des projets à long terme en technologie des Groupes de solutions de contenu et des solutions numériques du secteur des médias.

Goodwill

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a procédé au test annuel de dépréciation du goodwill. La Société a conclu que les valeurs recouvrables pour les groupes d'UGT du Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs, du Groupe des solutions aux communautés locales et du Groupe d'édition de livres, sont inférieures à leurs valeurs comptables. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 160,0 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013. Des charges de dépréciation de 75,0 millions de dollars ont été enregistrées dans les groupes d'UGT du Groupe de solutions d'affaires et aux consommateurs et du Groupe des solutions aux communautés locales, en raison des conditions de marché difficiles. Ces conditions continuent d'affecter défavorablement les revenus publicitaires de ces groupes d'UGT, et par le fait même, leurs résultats opérationnels. Une charge de dépréciation de 10,0 millions de dollars a aussi été enregistrée dans le groupe d'UGT du Groupe d'édition de livres, en raison des compressions budgétaires au sein de notre clientèle. Ces conditions affectent défavorablement les résultats opérationnels de ce groupe d'UGT. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société avait enregistré une charge de dépréciation de 210,0 millions de dollars, soit 100,6 millions dans le groupe d'UGT du Groupe de solutions d'affaires et aux consommateurs, 89,0 millions dans le groupe d'UGT du Groupe des solutions aux communautés locales et 20,4 millions dans le groupe d'UGT du Groupe de l'édition de livres pédagogiques, principalement en raison d'une baisse de profitabilité.

Test de dépréciation

La valeur recouvrable d'une UGT pour laquelle des actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée ont été alloués est basée sur la valeur d'utilité. La valeur recouvrable du groupe d'UGT pour lequel du goodwill a été affecté représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente.

Les données et hypothèses clés utilisées par la Société sont les suivantes :

BAIIA

Le BAIIA (bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement) utilisé provient du plan financier sur trois ans approuvé par la direction. Ce dernier est basé sur les données historiques reflétant l'expérience passée et tient compte de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché. La direction établit ses prévisions en se basant, entre autres, sur les revenus d'impression, les revenus de publicité, les coûts d'impression et les hausses salariales.

Croissance

Pour les fins du calcul de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs sont fondés d'après le plan financier sur trois ans approuvé par la direction. Aucune croissance ni décroissance n'a été appliquée après trois ans.

Multiplés de capitalisation

Les multiplés de capitalisation utilisés sont ceux de sociétés de référence dont les activités sont comparables au groupe d'UGT concerné. Ces données sont obtenues sur le marché.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

6 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

Taux d'actualisation

Pour les fins du calcul de la valeur d'utilité, les taux d'actualisation utilisés par la Société se situent entre 10,00 % et 13,42 % (les taux d'actualisation avant impôts se situent entre 15,79 % et 24,80 %). Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de l'UGT ou du groupe d'UGT concerné. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié que les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créances exigent de dégager sur leurs investissements. Pour établir le CMPC, il faut analyser séparément le coût des capitaux propres et des titres d'emprunts, et tenir compte d'une prime de risque applicable à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné.

La Société a effectué une analyse de sensibilité du taux d'actualisation dans le cadre de l'évaluation des valeurs recouvrables des UGT ou groupes d'UGT soumis au test de dépréciation. Les résultats de l'analyse de sensibilité démontrent qu'une augmentation de 1 % du taux d'actualisation ne changerait pas les conclusions du test.

Taux d'impôt

Pour les fins du calcul de la valeur d'utilité, les taux d'impôt utilisés par la Société se situent entre 25,93 % et 27,87 %, et sont fondés sur les taux effectifs des entités composant le ou les groupes d'UGT concernés.

Le tableau suivant présente les principales UGT soumises à un test de dépréciation des actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée avec la base d'établissement de la valeur recouvrable et les hypothèses clés utilisées :

	Valeur comptable au 31 octobre 2013	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation	Taux de croissance perpétuel	Taux d'actualisation avant impôts
Secteur des médias					
<i>Cape Breton Post</i>	13,2 \$	Valeur d'utilité	s.o.	— %	18,7 %
<i>The Guardian</i>	16,3	Valeur d'utilité	s.o.	— %	18,7 %
<i>The Telegram</i>	23,7	Valeur d'utilité	s.o.	— %	18,7 %

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'UGT soumis à un test de dépréciation du goodwill avec la base d'établissement de la valeur recouvrable et les hypothèses clés utilisées :

	Valeur comptable au 31 octobre 2013	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation	Taux de croissance perpétuel	Taux d'actualisation avant impôts
Secteur de l'impression					
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4 \$	Juste valeur	5,8x	s.o.	s.o.
Groupe des journaux et du détail	61,0	Valeur d'utilité	s.o.	— %	21,6 %
Secteur des médias					
Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs	33,3	Valeur d'utilité	s.o.	— %	23,3 %
Groupe des solutions aux communautés locales	92,2	Valeur d'utilité	s.o.	— %	22,3 %
Groupe d'édition de livres	50,1	Juste valeur	7,5x	s.o.	s.o.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Immobilisations corporelles	89,5 \$	98,2 \$
Immobilisations incorporelles	15,8	14,2
	105,3	112,4
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnelles	25,9	20,5
	131,2 \$	132,9 \$

8 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Frais financiers de la dette à long terme	20,1 \$	27,0 \$
Intérêts sur nouvelle cotisation fiscale (note 9)	—	16,0
Autres frais	4,3	4,1
Pertes nettes (gains nets) de change	1,1	(0,6)
	25,5 \$	46,5 \$

9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'impôt statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux effectif pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Résultat avant impôts sur le résultat	20,3 \$	(56,2) \$
Taux d'impôt statutaire prévu par la loi au Canada	26,90 %	27,15 %
Impôts sur le résultat (recouvrés) au taux d'imposition statutaire	5,5	(15,3)
Effet de cotisations relatives aux années antérieures ⁽¹⁾	—	42,0
Réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différés ⁽²⁾	—	57,2
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	(0,9)	(4,4)
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable du gain en capital	29,0	30,5
Comptabilisation d'actifs d'impôt sur le résultat différés liés à des pertes fiscales ou à des différences temporelles non comptabilisées antérieurement	(3,2)	1,5
Autres	(2,8)	0,8
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	27,6 \$	112,3 \$

Les impôts sur le résultat incluent les éléments suivants :

Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	53,9 \$	57,9 \$
Impôts sur les cotisations relatives aux années antérieures ⁽¹⁾	—	42,0
Réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différés ⁽²⁾	—	57,2
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts	(7,6)	(15,4)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(18,7)	(29,4)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	27,6 \$	112,3 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a reçu des autorités fiscales fédérale et provinciales des avis de nouvelle cotisation totalisant 58,0 millions de dollars, incluant les intérêts et pénalités applicables pour les exercices 2006 à 2010. Ces avis de nouvelle cotisation portent sur des déductions relatives à des investissements en immobilisations effectués par la Société, ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu. La Société a enregistré une charge de 58,0 millions de dollars à ces égards, dont un montant de 16,0 millions a été comptabilisé à titre de frais financiers et 42,0 millions à titre d'impôts sur le résultat, bien que la Société s'oppose à ces avis de nouvelle cotisation. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a payé un montant de 31,6 millions de dollars relativement aux avis de nouvelle cotisation reçus et un montant de 11,3 millions a été absorbé par l'utilisation d'attributs fiscaux. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a payé un montant de 12,5 millions de dollars. Des avis d'opposition ont été déposés auprès des autorités fiscales pertinentes.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a enregistré une baisse de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différés aux États-Unis pour un montant de 57,2 millions de dollars relativement à une diminution des activités de la Société aux États-Unis.

Les taux d'imposition prescrits par les lois applicables s'établissent à 26,90 % en 2013 et à 27,15 % en 2012. Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités. La diminution du taux d'imposition est principalement attribuable à la réduction du taux d'impôt fédéral sur le résultat de 16,50 % à 15,00 % effective le 1^{er} janvier 2012.

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôts sur le résultat pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Impôts sur le résultat exigibles		
Exercice considéré	4,7 \$	11,6 \$
Ajustement dû aux cotisations relatives aux années antérieures	—	42,0
Modification de l'utilisation des différences temporelles	—	(20,0)
Ajustement aux soldes des exercices antérieurs	(3,8)	1,7
	0,9	35,3
Impôts sur le résultat différés		
Modification de l'utilisation des différences temporelles	—	20,0
Ajustement aux soldes des exercices antérieurs	2,8	0,4
Augmentation rattachée aux différences temporelles	27,4	(3,5)
Réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différés	—	57,2
Comptabilisation d'actifs d'impôt sur le résultat différés liés à des pertes fiscales ou à des différences temporelles non comptabilisées antérieurement	(3,2)	1,5
Incidence des variations des taux d'impôt	(0,3)	1,4
	26,7	77,0
Total des impôts sur le résultat	27,6 \$	112,3 \$

Le tableau suivant présente les composantes de l'actif et du passif d'impôts sur le résultat différés :

	Au 31 octobre 2013		Au 31 octobre 2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Report de pertes	55,8 \$	— \$	125,8 \$	— \$
Stocks	—	10,5	—	7,7
Immobilisations corporelles	—	48,7	—	63,2
Immobilisation Incorporelles et goodwill	—	13,1	—	22,8
Autres éléments d'actif	13,8	—	14,0	—
Revenus reportés	71,9	—	—	—
Dette à long terme	—	8,5	—	14,2
Provisions	19,4	—	67,9	—
Provision transitoire des sociétés de personne	—	9,2	—	13,0
Régimes à prestations définies	9,9	—	37,8	—
Autres	0,1	—	—	0,4
	170,9	90,0	245,5	121,3
Compensation des actifs et passifs	(22,9)	(22,9)	(52,9)	(52,9)
	148,0 \$	67,1 \$	192,6 \$	68,4 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Les pertes reportées incluses dans les actifs d'impôts sur le résultat différés ont une échéance s'étalant de 2015 à 2033.

La variation des actifs et passifs d'impôts sur le résultat différés durant l'exercice clos le 31 octobre 2013 s'établit comme suit :

	Solde au 1 ^{er} novembre 2012	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2013
Report de pertes	125,8 \$	(74,5) \$	1,4 \$	— \$	3,1 \$	55,8 \$
Stocks	(7,7)	(0,4)	—	—	(2,4)	(10,5)
Immobilisations corporelles	(63,2)	13,3	0,2	—	1,0	(48,7)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(22,8)	10,5	0,6	—	(1,4)	(13,1)
Autres éléments d'actifs	14,0	(0,5)	0,3	—	—	13,8
Revenus reportés	—	70,8	1,1	—	—	71,9
Dette à long terme	(14,2)	5,2	0,1	0,4	—	(8,5)
Provisions	67,9	(50,2)	1,4	—	0,3	19,4
Provision transitoire des sociétés de personnes	(13,0)	3,8	—	—	—	(9,2)
Régimes à prestations définies	37,8	(5,2)	—	(22,7)	—	9,9
Autres	(0,4)	0,5	—	—	—	0,1
	124,2 \$	(26,7) \$	5,1 \$	(22,3) \$	0,6 \$	80,9 \$

La variation des actifs et passifs d'impôts sur le résultat différés durant l'exercice clos le 31 octobre 2012 s'établit comme suit :

	Solde au 1 ^{er} novembre 2011	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Abandon d'activités	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2012
Report de pertes	130,1 \$	(82,5) \$	0,1 \$	— \$	— \$	78,1 \$	125,8 \$
Stocks	(6,3)	(1,4)	—	—	—	—	(7,7)
Immobilisations corporelles	(51,1)	(10,7)	—	2,1	—	(3,5)	(63,2)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(43,0)	30,5	0,1	—	—	(10,4)	(22,8)
Autres éléments d'actifs	(4,3)	7,5	—	—	—	10,8	14,0
Dette à long terme	(17,4)	3,2	—	—	—	—	(14,2)
Provisions	45,0	6,3	0,2	—	—	16,4	67,9
Provision transitoire des sociétés de personnes	—	(13,0)	—	—	—	—	(13,0)
Régimes à prestations définies	19,2	(17,7)	—	—	22,5	13,8	37,8
Autres	(0,3)	0,8	—	—	(0,9)	—	(0,4)
	71,9 \$	(77,0) \$	0,4 \$	2,1 \$	21,6 \$	105,2 \$	124,2 \$

La Société dispose de pertes en capital de 139,3 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. De plus, la Société dispose de pertes reportées aux États-Unis et considérant qu'il n'est pas probable qu'un bénéfice imposable futur suffisant sera disponible, la Société n'a pas constaté d'actif d'impôts sur le résultat différé totalisant 68,3 millions de dollars relativement à ces pertes. Les pertes rattachées à cet actif non constaté expirent entre 2016 et 2033.

Au 31 octobre 2013, aucun passif d'impôt sur le résultat différé n'a été constaté relativement aux différences temporelles découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporelles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

10 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 16 juillet 2012, la Société a vendu ses actifs d'impression de livres en noir et blanc pour un produit net de 13,0 millions de dollars, sujet à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction. Un montant de 10,0 millions de dollars a été encaissé au moment de la transaction et un montant de 3,0 millions est à recevoir au cours des cinq années suivant la transaction. Les revenus, les charges et les flux de trésorerie liés à ces activités ont été reclassés distinctement aux états consolidés du résultat et aux tableaux consolidés des flux de trésorerie à titre d'activités abandonnées pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Le 12 juillet 2011, la Société a conclu un accord définitif avec Quad/Graphics, inc. visant la vente de ses activités d'impression au Mexique. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, une perte de 1,3 million de dollars a été enregistrée à titre d'ajustement du gain lié à l'abandon de ces activités. La note 27 explique de façon plus détaillée les modalités de cette transaction.

Le tableau suivant présente le résultat net lié aux activités abandonnées pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Revenus	— \$	21,5 \$
Charges	—	21,9
Résultat avant impôts sur le résultat	—	(0,4)
Impôts sur le résultat	—	(0,1)
Résultat lié à l'exploitation des activités abandonnées	—	(0,3)
Perte liée à l'abandon des activités d'impression de livres noir et blanc, déduction faite des impôts y afférents de 2,1 \$	—	(5,8)
Ajustement du gain lié à l'abandon des activités d'impression au Mexique (aucun impact fiscal)	—	(1,3)
Résultat net lié aux activités abandonnées ⁽¹⁾	— \$	(7,4) \$

⁽¹⁾ Le résultat net lié aux activités abandonnées est entièrement attribuable aux actionnaires de la Société.

11 DÉBITEURS

Les composantes des débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Comptes clients	402,9 \$	438,8 \$
Provisions pour créances douteuses	(9,6)	(14,5)
Autres débiteurs	27,9	25,5
	421,2 \$	449,8 \$

12 STOCKS

Les composantes des stocks se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Matières premières	44,5 \$	46,2 \$
Travaux en cours et produits finis	44,1	42,2
Provision pour désuétude	(6,6)	(5,9)
	82,0 \$	82,5 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

13 FRAIS PAYÉS D'AVANCE ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les composantes des frais payés d'avance et autres actifs courants se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Frais payés d'avance	14,1 \$	14,0 \$
Juste valeur des instruments financiers dérivés	—	0,7
	14,1 \$	14,7 \$

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations corporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

2013	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au 1 ^{er} novembre 2012	43,6 \$	225,8 \$	48,7 \$	1 138,7 \$	9,1 \$	162,5 \$	20,0 \$	1 648,4 \$
Acquisitions	—	1,0	7,9	10,3	—	4,0	20,8	44,0
Mises en service	—	2,1	0,5	12,7	—	5,5	(20,8)	—
Regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	(0,5)	(5,9)	(14,1)	(44,6)	—	(60,1)	—	(125,2)
Variation du cours de change et autres	1,3	1,8	(0,1)	4,8	(0,2)	0,7	(0,3)	8,0
Solde au 31 octobre 2013	44,4 \$	224,8 \$	42,9 \$	1 121,9 \$	8,9 \$	112,7 \$	19,7 \$	1 575,3 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au 1 ^{er} novembre 2012	— \$	(104,4) \$	(24,3) \$	(724,7) \$	(6,0) \$	(137,8) \$	— \$	(997,2) \$
Amortissement	—	(8,0)	(4,1)	(63,8)	(0,8)	(12,8)	—	(89,5)
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	2,5	13,7	42,9	—	60,1	—	119,2
Dépréciations	—	(0,5)	(1,0)	(7,0)	—	(0,4)	—	(8,9)
Variation du cours de change et autres	—	(0,7)	0,2	(1,8)	0,3	(0,3)	—	(2,3)
Solde au 31 octobre 2013	— \$	(111,1) \$	(15,5) \$	(754,4) \$	(6,5) \$	(91,2) \$	— \$	(978,7) \$
Valeur comptable nette	44,4 \$	113,7 \$	27,4 \$	367,5 \$	2,4 \$	21,5 \$	19,7 \$	596,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

2012	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au 1 ^{er} novembre 2011	39,9 \$	211,7 \$	46,4 \$	1 137,4 \$	14,8 \$	158,0 \$	10,4 \$	1 618,6 \$
Acquisitions	0,1	0,4	1,8	8,7	—	4,8	24,2	40,0
Mises en service	—	0,7	2,8	5,5	—	4,8	(13,8)	—
Regroupements d'entreprises	5,1	13,3	—	15,6	—	0,4	0,2	34,6
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	(0,4)	(2,4)	(2,3)	(33,1)	(1,6)	(6,0)	—	(45,8)
Variation du cours de change et autres	(1,1)	2,1	—	4,6	(4,1)	0,5	(1,0)	1,0
Solde au 31 octobre 2012	43,6 \$	225,8 \$	48,7 \$	1 138,7 \$	9,1 \$	162,5 \$	20,0 \$	1 648,4 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au 1 ^{er} novembre 2011	— \$	(97,0) \$	(22,6) \$	(684,4) \$	(8,4) \$	(125,8) \$	— \$	(938,2) \$
Amortissement	—	(8,3)	(3,9)	(67,4)	(1,7)	(16,9)	—	(98,2)
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	1,4	2,3	30,4	1,6	6,1	—	41,8
Dépréciations	—	—	(0,2)	(0,7)	(0,1)	(0,3)	—	(1,3)
Variation du cours de change et autres	—	(0,5)	0,1	(2,6)	2,6	(0,9)	—	(1,3)
Solde au 31 octobre 2012	— \$	(104,4) \$	(24,3) \$	(724,7) \$	(6,0) \$	(137,8) \$	— \$	(997,2) \$
Valeur comptable nette	43,6 \$	121,4 \$	24,4 \$	414,0 \$	3,1 \$	24,7 \$	20,0 \$	651,2 \$

Coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012, des montants négligeables ont été capitalisés aux immobilisations corporelles à titre de coûts d'emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

	Durée d'utilité déterminée						Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets à long terme en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux		
2013									
Coût									
Solde au 1 ^{er} novembre 2012	48,4 \$	82,1 \$	4,5 \$	6,9 \$	38,7 \$	12,0 \$	126,2 \$	318,8 \$	
Ajouts (générés en interne)	—	12,3	—	—	14,5	—	—	26,8	
Regroupements d'entreprises	3,6	3,4	8,1	3,5	—	1,8	2,1	22,5	
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	—	—	—	(4,7)	—	—	(4,7)	
Variation du cours de change et autres	—	0,4	—	—	(0,4)	(0,1)	—	(0,1)	
Solde au 31 octobre 2013	52,0 \$	98,2 \$	12,6 \$	10,4 \$	48,1 \$	13,7 \$	128,3 \$	363,3 \$	
Cumul de l'amortissement et des dépréciations									
Solde au 1 ^{er} novembre 2012	(10,9) \$	(57,3) \$	(4,5) \$	(1,7) \$	(22,6) \$	(8,2) \$	(42,1) \$	(147,3) \$	
Amortissement	(4,2)	(9,6)	(1,3)	(2,1)	(7,1)	(1,1)	—	(25,4)	
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	—	—	—	4,7	—	—	4,7	
Dépréciations	—	—	—	—	(1,1)	—	—	(1,1)	
Solde au 31 octobre 2013	(15,1) \$	(66,9) \$	(5,8) \$	(3,8) \$	(26,1) \$	(9,3) \$	(42,1) \$	(169,1) \$	
Valeur comptable nette	36,9 \$	31,3 \$	6,8 \$	6,6 \$	22,0 \$	4,4 \$	86,2 \$	194,2 \$	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

	Durée d'utilité déterminée						Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets à long terme en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux		
2012									
Coût									
Solde au 1 ^{er} novembre 2011	23,8 \$	71,6 \$	20,0 \$	2,4 \$	36,2 \$	12,2 \$	119,6 \$	285,8 \$	
Ajouts (générés en interne)	—	10,6	—	—	11,4	—	—	22,0	
Regroupements d'entreprises	28,1	—	—	6,1	—	(0,3)	6,6	40,5	
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	(3,5)	—	(15,4)	(1,6)	(11,6)	—	—	(32,1)	
Variation du cours de change et autres	—	(0,1)	(0,1)	—	2,7	0,1	—	2,6	
Solde au 31 octobre 2012	48,4 \$	82,1 \$	4,5 \$	6,9 \$	38,7 \$	12,0 \$	126,2 \$	318,8 \$	
Cumul de l'amortissement et des dépréciations									
Solde au 1 ^{er} novembre 2011	(9,1) \$	(50,3) \$	(19,1) \$	(1,2) \$	(20,4) \$	(7,5) \$	(28,6) \$	(136,2) \$	
Amortissement	(3,8)	(7,0)	(0,9)	(1,5)	(7,1)	(0,9)	—	(21,2)	
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	3,5	—	15,4	1,6	11,6	—	—	32,1	
Dépréciations	(1,6)	—	—	(0,6)	(4,9)	(0,1)	(13,5)	(20,7)	
Variation du cours de change et autres	0,1	—	0,1	—	(1,8)	0,3	—	(1,3)	
Solde au 31 octobre 2012	(10,9) \$	(57,3) \$	(4,5) \$	(1,7) \$	(22,6) \$	(8,2) \$	(42,1) \$	(147,3) \$	
Valeur comptable nette	37,5 \$	24,8 \$	— \$	5,2 \$	16,1 \$	3,8 \$	84,1 \$	171,5 \$	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

16 GOODWILL

Le tableau suivant présente l'évolution du goodwill pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Coût		
Solde au début de l'exercice	998,2 \$	980,4 \$
Regroupement d'entreprises (note 27)	(0,6)	17,8
Disposition d'entreprise	(0,7)	—
Solde à la fin de l'exercice	996,9 \$	998,2 \$
Dépréciations cumulées		
Solde au début de l'exercice	(511,2) \$	(301,2) \$
Dépréciations (note 6)	(160,0)	(210,0)
Solde à la fin de l'exercice	(671,2) \$	(511,2) \$
Valeur comptable nette		
Au début de l'exercice	487,0 \$	679,2 \$
À la fin de l'exercice	325,7 \$	487,0 \$

La valeur comptable du goodwill est répartie entre les groupes d'UGT de la façon suivante :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Secteurs opérationnels		
Secteur de l'impression		
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4 \$	65,4 \$
Groupe des journaux et du détail	61,0	61,0
	126,4	126,4
Secteur des médias		
Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs	33,3	108,3
Groupe des solutions aux communautés locales	92,2	172,0
Groupe d'édition de livres	50,1	54,9
Groupe des solutions de contenu	12,7	12,7
Groupe des solutions numériques	10,1	11,8
	198,4	359,7
Autres activités	0,9	0,9
	325,7 \$	487,0 \$

17 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIFS

Les composantes des autres éléments d'actif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Coûts d'acquisition de contrat	18,4 \$	23,8 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 29)	9,3	—
Juste valeur des instruments financiers dérivés	—	0,1
Autres	7,0	7,3
	34,7 \$	31,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

18 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les composantes des créditeurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Comptes fournisseurs et autres frais cours	133,0 \$	196,1 \$
Salaires et autres avantages à payer	85,5	80,6
Rémunération à base d'actions	15,0	7,3
Taxes à payer	15,9	18,9
Juste valeur des instruments financiers dérivés	3,1	4,5
Frais financiers à payer	3,7	5,6
Autres	19,6	23,8
	275,8 \$	336,8 \$

19 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au 31 octobre 2013	Échéances	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Billets de premier rang				
Série 2002 A - 1re tranche - 5,62 % (75,0 \$US)	—	—	— \$	74,9 \$
Série 2002 A - 2e tranche - 5,73 % (50,0 \$US)	5,88 %	2015	52,3	49,9
Série 2004 C - LIBOR + 0,80 % (15,0 \$US)	1,30 %	2014	15,7	15,0
Série 2004 D - LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	1,20 %	2016	10,5	10,0
Obligations en vertu de contrats de location-financement pour des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 2,4 \$	5,43 à 6,51 %	2014-2016	1,9	2,9
Facilité de crédit en dollars canadiens	1,49 %	2018	137,0	139,0
Facilité de crédit en dollars américains (2012 - 56,0 \$US)	—	2018	—	55,9
Débetures - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 8,06 %	8,11 %	2014	50,0	50,0
Série 2 - 5,58 %	5,57 %	2019	50,0	50,0
Prêt à terme - EURIBOR + 1,60 % (2013 - 19,7 euros; 2012 - 29,5 euros)	8,02 %	2015	28,4	38,1
Autres emprunts à des taux nominaux nuls	3,79 à 5,73 %	2014-2027	3,7	4,8
			349,5	490,5
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti			2,3	2,9
Total de la dette à long terme			347,2	487,6
Portion courante de la dette à long terme ⁽¹⁾			218,3	283,5
			128,9 \$	204,1 \$

⁽¹⁾ La portion courante de la dette à long terme au 31 octobre 2013 comprend principalement la facilité de crédit en dollars canadiens, les débetures Série 1 du Fonds de solidarité FTQ ainsi que les billets de premier rang Série 2004 C.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

19 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les billets de premier rang Série 2002 A sont rachetables à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, si le rachat a lieu avant l'échéance prévue, en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des titres du Trésor américain ayant une échéance semblable. Les billets de premier rang Séries 2004 C sont rachetables à leur valeur nominale. Les billets de premier rang Séries 2004 D sont rachetables à leur valeur nominale en date du 31 octobre 2013. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a remboursé les billets de premier rang Série 2002 A - 1re tranche, qui sont venus à échéance le 15 décembre 2012.

La Société dispose d'une facilité de crédit au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui vient à échéance en février 2018. Le taux d'intérêt applicable au crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS. Selon la cote de crédit actuelle, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,45 %, ou alors du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,45 %.

Au 31 octobre 2013, des lettres de crédit aux montants de 1,5 million de dollars canadiens et 1,0 million de dollars américains avaient été émises à même la facilité de crédit, en plus du montant présenté au tableau précédent.

Le financement de 19,7 millions d'euros (28,4 millions de dollars) d'une banque européenne, porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %. Il est remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois jusqu'en juillet 2015. Le 1^{er} décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, échéant en juillet 2015, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et convertir le taux d'intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 3,36 %.

La Société est soumise à certaines clause restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2014	218,3 \$
2015	67,8
2016	11,2
2017	0,6
2018	0,4
2019 et suivants	51,2
	349,5 \$

Les valeurs actualisées des paiements minimaux futurs en vertu des contrats de location-financement, pour lesquels le capital est inclus dans la dette à long terme, sont les suivants :

	Paiements minimaux futurs au titre de la location-financement	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location-financement
Jusqu'à 1 an	1,5 \$	0,1 \$	1,4 \$
Entre 1 et 5 ans	0,5	—	0,5
	2,0 \$	0,1 \$	1,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

20 PROVISIONS

Le tableau suivant représente l'évolution des provisions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Régimes de retraite multi- employeurs	Autres	Total
Solde au 1^{er} novembre 2012	9,3 \$	16,7 \$	32,6 \$	2,2 \$	60,8 \$
Provisions enregistrées	20,3	9,2	—	0,9	30,4
Montants utilisés	(23,3)	(7,2)	—	(1,1)	(31,6)
Provisions renversées	(0,9)	(8,8)	—	(0,1)	(9,8)
Autres	—	0,7	—	—	0,7
Solde au 31 octobre 2013	5,4 \$	10,6 \$	32,6 \$	1,9 \$	50,5 \$
Portion courante	5,4	3,5	—	1,4	10,3
Portion non courante	—	7,1	32,6	0,5	40,2
	5,4 \$	10,6 \$	32,6 \$	1,9 \$	50,5 \$

Frais de restructuration

La Société procède actuellement à des mesures de rationalisation dans ses secteurs opérationnels. Ces mesures visent principalement à faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées du secteur de l'impression à la suite de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc., et en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression.

Contrats déficitaires

Les provisions pour contrats déficitaires sont majoritairement rattachées à des contrats de location simple pour des espaces inutilisés par la Société suite à des mesures de rationalisation, et correspondent à la valeur actualisée des charges de location futures que la Société devra déboursier en vertu des contrats qui ne peuvent être annulés, déduction faite des revenus de sous-location estimatifs futurs qui devraient être tirés de ces contrats. L'échéance de ces contrats varie de 1 à 5 ans.

Régimes de retraite multi-employeurs

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. La Société ne dispose pas de toutes les informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision. Les provisions pour régimes multi-employeurs sont estimées en pondérant différents résultats possibles en fonction de leur probabilité en se basant, entre autre, sur les données des évaluations actuarielles les plus récentes. Il n'existe aucun accord contractuel qui détermine de quelle façon le déficit des régimes sera financé par chacun des participants ainsi que leur part respective. Ces éléments font présentement l'objet de discussions et le montant qui fera l'objet d'une entente pourrait différer de la provision constatée aux états financiers consolidés de la Société.

Autres

Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les provisions relatives aux réclamations et aux litiges et diverses autres obligations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

21 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les composantes des autres éléments du passif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Revenus reportés ⁽¹⁾	164,3 \$	5,7 \$
Charges à payer et autres passifs	24,6	23,8
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 29)	45,2	155,7
Juste valeur des instruments financiers dérivés	1,7	6,4
	235,8 \$	191,6 \$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a renégocié son entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle*. Sa filiale aux États-Unis a reçu un montant de 200,0 millions de dollars américains (197,0 millions de dollars) en contrepartie d'une réduction de prix sur la durée restante du contrat. Le montant reçu et comptabilisé à titre de revenus reportés sera viré aux revenus sur la durée restante du contrat, sans effet sur les flux de trésorerie. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, un montant de 22,3 millions de dollars a été viré aux revenus. Au 31 octobre 2013, des montants de 26,2 millions de dollars américains (27,4 millions de dollars) et 152,0 millions de dollars américains (158,9 millions de dollars) sont classés dans les revenus reportés et dépôts et dans les autres éléments du passif, respectivement, à l'état consolidé de la situation financière. Dans le cadre de la conversion des états financiers de sa filiale aux États-Unis, les revenus reportés sont convertis au taux de change courant à la fin de chaque période et les écarts de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sous le poste « Écarts de conversion cumulés ».

22 CAPITAL SOCIAL

Actions à droit de vote subalterne catégorie A : actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant un vote par action, participantes;

Actions catégorie B : actions à droit de vote sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes;

Actions privilégiées : actions privilégiées et de premier rang et de second rang pouvant être émises en série en nombre limité par les statuts de la Société, ne comportant aucun droit de vote, sauf si tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société, donnant droit à des dividendes préférentiels et cumulatifs.

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013		2012	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions participantes				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	64 056 651	350,6 \$	65 873 182	360,8 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	172 800	0,2	145 619	0,2
Levée d'options d'achat d'actions	121 100	1,5	49 450	0,6
Actions participantes rachetées et annulées	(1 161 600)	(6,4)	(1 963 400)	(10,7)
Actions propres	—	—	(48 200)	(0,3)
Solde à la fin de l'exercice	63 188 951	345,9	64 056 651	350,6
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	15 005 616	20,3	15 151 235	20,5
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(172 800)	(0,2)	(145 619)	(0,2)
Solde à la fin de l'exercice	14 832 816	20,1	15 005 616	20,3
	78 021 767	366,0 \$	79 062 267	370,9 \$
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D				
Solde au début et à la fin de l'exercice	4 000 000	96,8 \$	4 000 000	96,8 \$
		462,8 \$		467,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

22 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, la contrepartie reçue est de 1,2 million de dollars, et un montant de 0,3 million a été transféré du surplus d'apport au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, la contrepartie reçue a été de 0,5 million de dollars, et un montant de 0,1 million a été transféré du surplus d'apport au capital social.

Rachat d'actions participantes

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 13 avril 2012 et le 12 avril 2013, jusqu'à concurrence de 3 295 096 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5,0 % de ses 65 901 932 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2012, et jusqu'à concurrence de 757 561 actions catégorie B, représentant 5,0 % de ses 15 151 235 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2012. Les rachats ont été faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation ou, sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières, en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2013 et le 14 avril 2014, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 3 906 520 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 6,2 % de ses 63 051 851 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2013, et jusqu'à concurrence de 742 440 actions catégorie B, représentant 5,0% de ses 14 848 816 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2013. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a racheté 1 161 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 9,98 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 11,6 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 5,2 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. Au cours de la même période, la Société a également déboursé un montant de 0,5 million de dollars, qui était inclus dans les créditeurs et charges à payer au 31 octobre 2012, pour des actions qui avaient été rachetées avant le 31 octobre 2012, mais qui étaient toujours détenues par la Société à cette date. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2013.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a racheté 2 011 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 8,86 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 17,3 millions de dollars et un montant à payer de 0,5 million. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 6,8 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. Au 31 octobre 2012, 48 200 des actions rachetées, ayant une valeur comptable de 0,3 million de dollars et un prix de rachat de 0,5 million, étaient des actions propres, soit des actions encore détenues par la Société et qui ont été annulées en novembre 2012. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2012.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B et n'avait aucune obligation à ce titre aux 31 octobre 2013 et 2012.

Actions privilégiées

Les actions privilégiées de premier rang à taux révisé de série D ont un dividende annuel cumulatif fixe de 6,75 % pour la première période de cinq ans, payable trimestriellement le 15e jour du mois de janvier, avril, juillet et octobre. Le taux de dividende fixe sera rajusté à compter du 15 octobre 2014, et à tous les cinq ans par la suite, à un taux correspondant au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada d'une durée de cinq ans, majoré de 4,16 %. Ces actions privilégiées de premier rang à taux révisé de série D sont rachetables au gré de la Société à chaque cinquième anniversaire, et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées, série E (les « actions privilégiées de série E »), à compter du 15 octobre 2014, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date. Les actions privilégiées de premier rang à taux variable de série E auront un dividende trimestriel cumulatif équivalent au rendement des bons du Trésor du gouvernement du Canada échéant dans trois mois, majoré de 4,16 %. Ces actions privilégiées de premier rang à taux variable de série E seront rachetables au gré de la Société, et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées de premier rang à taux révisé de série D, à compter du 15 octobre 2019, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date.

Dividendes

Des dividendes de 0,58 \$ et 0,55 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions participantes pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012, respectivement. Des dividendes de 1,69 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions privilégiées pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012.

Le 12 mars 2013, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende spécial de 1,00 \$ par action, totalisant 77,9 millions de dollars, sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende a été versé le 26 avril 2013 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 5 avril 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

23 RÉSULTAT NET PAR ACTION PARTICIPANTE

Le tableau suivant présente un rapprochement du numérateur utilisé dans le calcul du résultat net lié aux activités poursuivies de base et dilué par action participante pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Numérateur		
Résultat net lié aux activités poursuivies	(7,3) \$	(168,5) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,4)	(0,6)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	(6,8)	(6,8)
Résultat net lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	(14,5) \$	(175,9) \$

Dans le calcul du résultat net lié aux activités poursuivies dilué par action participante, 1 354 076 et 1 432 616 options sont considérées anti-dilutives aux 31 octobre 2013 et 2012, respectivement, soit la totalité des options émises et en cours à ces dates étant donné la situation de perte pour les exercices. Par conséquent, ces options ont été exclues du calcul du résultat net dilué par action participante pour ces exercices.

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2013 est de 6 078 562 et 4 401 928, respectivement. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012, des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,7 million de dollars et 0,8 million, respectivement, ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013		2012	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de l'exercice	1 432 616	16,11 \$	1 572 640	16,67 \$
Attribuées	386 940	11,33	235 984	12,40
Levées	(121 100)	9,64	(49 450)	10,01
Annulées	—	—	(307 958)	17,33
Expirées	(344 380)	19,57	(18 600)	12,61
Options en cours à la fin de l'exercice	1 354 076	14,44 \$	1 432 616	16,11 \$

Au 31 octobre 2013, le solde des options d'achat d'actions disponible pour attributions futures en vertu du régime était de 3 047 582.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions aux 31 octobre :

	Options en cours				Options pouvant être levées	
	Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
2013						
	9,64 - 12,40 \$	728 676	5,2	11,33 \$	184 734	10,42 \$
	13,09 - 16,20 \$	341 520	3,0	14,90	250 960	14,80
	20,90 - 22,41 \$	283 880	0,5	21,87	283 880	21,87
		1 354 076	3,6	14,44 \$	719 574	16,47 \$
2012						
	9,64 - 12,40 \$	462 836	4,6	10,89 \$	190 125	9,64 \$
	13,09 - 16,20 \$	341 520	4,0	14,90	190 555	14,85
	17,80 - 22,41 \$	628 260	0,8	20,61	628 260	20,61
		1 432 616	2,8	16,11 \$	1 008 940	17,45 \$

Le tableau suivant résume la moyenne pondérée des hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes, la juste valeur à la date d'attribution des options d'achat d'actions attribuées au cours des exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A à la date d'attribution des options d'achat d'actions	11,33 \$	12,40 \$
Moyenne pondérée de la juste valeur des options d'achat d'actions	2,42 \$	3,01 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende prévu	5,35 %	4,42 %
Volatilité prévue	39,31 %	40,54 %
Taux d'intérêt sans risque	1,53 %	1,40 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

Le taux de dividende prévu est fondé sur le taux de dividende moyen des actions participantes de la Société au moment de l'attribution des options. La volatilité prévue est fondée sur la volatilité historique du cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, pour une période équivalente à la durée prévue des options. Le taux sans risque représente le taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada, pour une période équivalente à la durée prévue des options. La durée de vie prévue des options représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation.

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2013	2012	2013	2012
	UAD		UAR	
Solde au début de l'exercice	178 907	201 981	606 597	679 884
Unités attribuées	—	—	321 725	309 097
Unités annulées	—	—	(44 404)	(224 922)
Unités payées	(944)	(49 777)	(148 874)	(139 506)
Unités converties	21 340	17 956	(21 340)	(17 956)
Dividendes versés en unités	25 748	8 747	—	—
Solde à la fin de l'exercice	225 051	178 907	713 704	606 597

Au 31 octobre 2013, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 9,7 millions de dollars (4,9 millions au 31 octobre 2012). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012 ont été de 6,3 millions de dollars et 0,9 million, respectivement. Des montants de 1,5 million de dollars et 2,1 millions ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2013	2012
Solde au début de l'exercice	247 505	201 257
Rémunération des administrateurs	37 767	53 643
Unités payées	—	(18 573)
Dividendes versés en unités	33 603	11 178
Solde à la fin de l'exercice	318 875	247 505

Au 31 octobre 2013, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 5,3 millions de dollars (2,4 millions au 31 octobre 2012). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012 ont été de 2,9 millions de dollars et 0,4 million, respectivement. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 et un montant de 0,4 million de dollars a été payé pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

25 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 1^{er} novembre 2012	(3,9) \$	(1,2) \$	(79,3) \$	(84,4) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	0,2	(0,4)	62,5	62,3
Solde au 31 octobre 2013	(3,7) \$	(1,6) \$	(16,8) \$	(22,1) \$
Solde au 1^{er} novembre 2011	(6,3) \$	(1,9) \$	(19,9) \$	(28,1) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	2,4	0,7	(59,4)	(56,3)
Solde au 31 octobre 2012	(3,9) \$	(1,2) \$	(79,3) \$	(84,4) \$

Au 31 octobre 2013, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2014	2015	2016	2017	2018 et suivants	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1,9) \$	(0,9) \$	(0,8) \$	(0,8) \$	(0,9) \$	(5,3) \$
Impôts sur le résultat	(0,6)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(1,6)
	(1,3) \$	(0,6) \$	(0,6) \$	(0,6) \$	(0,6) \$	(3,7) \$

26 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation de éléments hors caisse liés aux opérations se résume comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Débiteurs	27,0 \$	(12,2) \$
Stocks	1,8	5,2
Frais payés d'avance et autres actifs courants	—	0,6
Créditeurs et charges à payer	(65,1)	(26,9)
Provisions	(10,8)	13,8
Revenus reportés et dépôts (note 21)	170,0	5,7
Régimes à prestations définies (note 29)	(34,7)	(30,0)
	88,2 \$	(43,8) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

27 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Secteur des médias

Le 31 janvier 2013, la Société a acquis 100 % des actions de Groupe Modulo inc., un éditeur d'ouvrages et de matériel pédagogiques de langue française au Canada. Cette transaction permet au secteur des médias de renforcer sa position dans le marché de l'enseignement au Québec et d'accroître sa présence dans le marché scolaire au sein des communautés francophones au Canada. La Société a procédé à l'évaluation finale des actifs et des passifs pris en charge de Groupe Modulo inc. au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Au cours du même exercice, la Société a également procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de *Courrier Frontenac*, de *Redux Media* et du journal *Métro* (Montréal), qui sont des regroupements d'entreprises conclus au cours de l'exercice précédent. La juste valeur de la participation de 40 % des actions déjà détenues dans le journal *Métro* (Montréal), immédiatement avant l'acquisition du 60 % supplémentaire des actions, était de 2,2 millions de dollars. Cette réévaluation à la juste valeur a entraîné la comptabilisation d'un profit de 2,0 millions de dollars en réduction des charges opérationnelles, qui a été en partie compensé par la comptabilisation d'une charge de 1,7 million à la suite de la réévaluation d'une contrepartie conditionnelle relative à l'acquisition de *Redux Media* conclue au cours de l'exercice précédent.

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition, de même que les ajustements aux regroupements d'entreprises des périodes précédentes effectués au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013 :

	Groupe Modulo inc.	Autres	Total
Actifs acquis			
Actifs courants	3,1 \$	(0,9) \$	2,2 \$
Immobilisations corporelles	—	0,1	0,1
Immobilisations incorporelles	15,2	7,3	22,5
Goodwill (valeur fiscale nulle)	4,8	(5,4)	(0,6)
Impôts sur le résultat différés	0,6	—	0,6
	23,7 \$	1,1 \$	24,8 \$
Passifs pris en charge			
Passifs courants	1,7 \$	(0,4) \$	1,3 \$
Dette à long terme	—	(0,5)	(0,5)
	1,7	(0,9)	0,8
	22,0 \$	2,0 \$	24,0 \$
Contrepartie			
Trésorerie déboursée	21,0 \$	— \$	21,0 \$
Sommes à payer à court terme	1,0	—	1,0
	22,0	—	22,0
Réévaluation d'une participation déjà détenue dans le journal <i>Métro</i> (Montréal)	—	2,0	2,0
	22,0 \$	2,0 \$	24,0 \$

L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 comprend les résultats opérationnels de l'entreprise acquise depuis la date d'acquisition, soit des revenus supplémentaires de 6,8 millions de dollars, un résultat opérationnel avant amortissement de 2,2 millions et des coûts de transactions de 0,1 million. La juste valeur des créances acquises de 1,3 million de dollars, dont aucune créance n'était considérée irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation du regroupement d'entreprise. Si la Société avait acquis cette entreprise le 1^{er} novembre 2012, les résultats opérationnels de celle-ci auraient été comme suit : des revenus supplémentaires de 8,8 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement de 2,8 millions.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a déboursé la somme de 3,5 millions de dollars relativement à des regroupements d'entreprises conclus au cours de l'exercice précédent.

Au 31 octobre 2013, l'évaluation finale des actifs et des passifs pris en charge de l'ensemble des regroupements d'entreprises était achevée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

27 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

Secteur des médias

Le 13 février 2012, la Société a acquis 100 % des actions de *Éditions Caractère*, un leader dans le marché du livre parascolaire au Québec et un éditeur d'ouvrages grand public. Cette transaction permet au secteur des médias de bonifier son offre dans le domaine de l'éducation et du marché du livre parascolaire au Québec.

Le 15 février 2012, la Société a acquis les actifs d'édition tant pour l'imprimé que l'Internet du *Courrier Frontenac*, hebdomadaire desservant la région de Thetford Mines et ses environs. Cette transaction permet au secteur des médias d'ajouter un hebdomadaire à son offre déjà présente dans la région Chaudière-Appalaches.

Le 17 mai 2012, la Société a acquis 60 % des actions de *Redux Media*, un important réseau de publicité numérique. Cette transaction permet au secteur des médias d'agrandir son réseau numérique déjà existant. La Société a comptabilisé cette entité selon la méthode de l'acquisition, comme si les actions avaient été acquises à 100 %, en vertu de l'existence d'une option d'achat par l'acquéreur ou de vente par le vendeur après trois ans suivant la date d'acquisition. Ainsi, les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition ont été consolidés, ainsi que 100 % des résultats à compter de cette date.

Le 18 juin 2012, la Société a acquis 60 % supplémentaire des actions du journal *Métro* (Montréal), quotidien desservant l'île de Montréal. Cette transaction permet à la Société de devenir l'unique propriétaire du journal *Métro* (Montréal), et ainsi d'accroître les possibilités publicitaires pour *Métro* (Montréal), notamment par le processus de maillage avec les autres produits du secteur des médias. Cette entité, auparavant comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle, est dorénavant consolidée intégralement.

Secteur de l'impression

Le 12 juillet 2011, la Société et Quad/Graphics, inc. ont conclu un accord définitif en vertu duquel la Société a convenu d'acquérir la totalité des actions de Quad/Graphics Canada, inc., une entreprise oeuvrant dans le domaine de l'impression et comptant sept installations au Canada, soit trois en Ontario, deux au Québec, une en Alberta et une en Nouvelle-Écosse, représentant six usines d'impression et un centre de services prémédia. En contrepartie de cette transaction, la Société a vendu ses activités d'impression au Mexique et ses activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis. Le 1^{er} mars 2012, la Société a complété l'acquisition de 100 % des actions de Quad/Graphics Canada, inc. Cette transaction permet au secteur de l'impression de renforcer ses actifs d'impression et à bénéficier de synergies d'exploitation en permettant de profiter des investissements majeurs effectués dans la plateforme d'impression au cours des dernières années.

Cette transaction a été réglée au comptant pour un montant de 47,1 millions de dollars, et par compensation du montant relatif à la vente des activités d'impression au Mexique de 30,0 millions et des activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis de 5,0 millions. La transaction mexicaine a été complétée le 8 septembre 2011, pour un produit net de 80,5 millions de dollars. Cette transaction a généré un gain net sur disposition de 24,0 millions de dollars. Un gain de 25,3 millions de dollars a été enregistré au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011 et une perte de 1,3 million a été enregistrée au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de cette transaction. Les justes valeurs estimatives qui ont été attribuées aux actifs acquis et aux passifs pris en charge sont basées sur une combinaison d'évaluations indépendantes et d'estimations internes. La juste valeur des actifs nets identifiables est supérieure à la contrepartie versée, ce qui donne lieu à un montant de goodwill négatif qui a été enregistré à titre de gain sur acquisition d'entreprise à l'état consolidé du résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Ce goodwill négatif s'explique principalement par la comptabilisation des actifs d'impôts sur le résultat différés, attribuables aux pertes fiscales acquises dans le cadre du regroupement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

27 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, à la date d'acquisition :

	Quad Graphics Canada, inc.	Autres	Total
Actifs acquis			
Actifs courants	46,3 \$	11,8 \$	58,1 \$
Immobilisations corporelles	34,4	0,2	34,6
Immobilisations incorporelles	31,9	8,6	40,5
Goodwill (valeur fiscale de 5,3)	—	17,8	17,8
Impôts sur le résultat différés	107,5	0,1	107,6
	220,1 \$	38,5 \$	258,6 \$
Passifs pris en charge			
Passifs courant	31,6 \$	11,2 \$	42,8 \$
Dette à long terme	—	2,4	2,4
Impôts sur le résultat différés	—	2,4	2,4
Provisions	21,5	—	21,5
Autres éléments du passif	52,8	2,4	55,2
	105,9 \$	18,4 \$	124,3 \$
	114,2 \$	20,1 \$	134,3 \$
Contrepartie			
Trésorerie déboursée	47,1 \$	15,9 \$	63,0 \$
Trésorerie des entreprises acquises	—	(2,6)	(2,6)
Montant relatif aux activités disposées	35,0	—	35,0
Sommes à payer à court terme	—	1,3	1,3
Contrepartie conditionnelle	—	5,5	5,5
	82,1	20,1	102,2
Gain sur acquisition d'entreprise	32,1	—	32,1
	114,2 \$	20,1 \$	134,3 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Vortxt Interactive inc., acquis le 1^{er} novembre 2010, du Groupe Le Canada Français, acquis le 1^{er} août 2011, de l'Avantage Consommateurs de l'Est du Québec, acquis le 29 août 2011, et de *Éditions Caractère*, acquis le 13 février 2012. Le tableau ci-dessus comprend ces ajustements.

28 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Transactions avec des coentreprises

Dans le cours normal de ses affaires, la Société vend des produits et services à certaines de ses coentreprises. Ces transactions ont été conclues dans des conditions de pleine concurrence et elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange.

Le tableau suivant présente la portion de ces opérations attribuable aux participations des autres coentrepreneurs pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Ventes de produits et services	2,7 \$	5,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Débiteurs	0,3 \$	0,4 \$

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société. La rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 octobre est présentée ci-dessous :

	2013	2012
Salaires et autres avantages à court terme	7,4 \$	7,8 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,5	1,0
Rémunération à base d'actions	8,0	1,6
	15,9 \$	10,4 \$

29 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Pour les régimes à prestations définies, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de service et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations définies et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société et de ses filiales est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Conformément à l'IAS 19 « Avantages du personnel », les régimes multi-employeurs qui comportent des obligations implicites sont comptabilisés comme des régimes à prestations définies lorsque la Société dispose d'informations suffisantes pour établir sa part de l'obligation au titre des prestations définies, sa part des actifs des régimes et des coûts associés aux régimes. La Société ne dispose pas de toutes ces informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision à la note 20 « Provisions ».

L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers consolidés annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2012.

La composition des actifs des régimes est la suivante :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Actions	64 %	65 %
Obligations de gouvernements et d'entreprises	35	34
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1
	100 %	100 %

Au 31 octobre 2013, les actifs des régimes comprenaient des actions de la Société pour un montant de 0,5 million de dollars (0,2 million au 31 octobre 2012).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

29 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres avantages postérieurs à l'emploi		Total	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Obligation au titre des régimes à prestations définies						
Solde au début de l'exercice	766,6 \$	398,8 \$	14,7 \$	4,8 \$	781,3 \$	403,6 \$
Regroupements d'entreprises	—	284,5	—	11,0	—	295,5
Coût des services rendus	1,4	2,4	—	0,1	1,4	2,5
Coût des services passés	—	0,1	—	—	—	0,1
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	33,1	31,0	0,6	0,5	33,7	31,5
Écarts actuariels sur l'obligation au titre des prestations définies	(25,6)	87,0	(1,1)	0,3	(26,7)	87,3
Prestations versées	(38,6)	(34,6)	(0,9)	(0,5)	(39,5)	(35,1)
Cotisations des employés	0,6	0,8	—	—	0,6	0,8
Gain de compression des régimes	(0,4)	(1,9)	(0,3)	(1,5)	(0,7)	(3,4)
Effet d'un règlement	(15,2)	(1,5)	—	—	(15,2)	(1,5)
Variation du cours de change et autres	0,2	—	—	—	0,2	—
Solde à la fin de l'exercice	722,1 \$	766,6 \$	13,0 \$	14,7 \$	735,1 \$	781,3 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
Solde au début de l'exercice	625,6 \$	338,4 \$	— \$	— \$	625,6 \$	338,4 \$
Regroupements d'entreprises	—	256,9	—	—	—	256,9
Rendement prévu des actifs des régimes	37,1	32,3	—	—	37,1	32,3
Écarts actuariels sur les actifs des régimes	58,5	5,4	—	—	58,5	5,4
Prestations versées	(38,6)	(34,6)	(0,9)	(0,5)	(39,5)	(35,1)
Cotisations des employés	0,6	0,8	—	—	0,6	0,8
Cotisations de l'employeur	34,8	28,2	0,9	0,5	35,7	28,7
Effet d'un règlement	(18,8)	(1,8)	—	—	(18,8)	(1,8)
Solde à la fin de l'exercice	699,2 \$	625,6 \$	— \$	— \$	699,2 \$	625,6 \$
Passif au titre des régimes à prestations définies	(22,9) \$	(141,0) \$	(13,0) \$	(14,7) \$	(35,9) \$	(155,7) \$

L'actif (le passif) au titre des régimes à prestations définies figure comme suit aux états financiers consolidés de la situation financière de la Société :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Autres éléments d'actif	9,3 \$	— \$
Autres éléments du passif	(45,2)	(155,7)
	(35,9) \$	(155,7) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

29 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente les informations historiques portant sur les régimes à prestations définies :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2011
Juste valeur des actifs des régimes	699,2 \$	625,6 \$	338,4 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies	735,1	781,3	403,6
Déficit	(35,9) \$	(155,7) \$	(65,2) \$
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes :	(58,5) \$	5,4 \$	(24,6) \$
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes :	1,3 \$	4,0 \$	(7,7) \$

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation des régimes à prestations définies :

	Prestations de retraite		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Juste valeur des actifs des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	699,2 \$	625,6 \$	— \$	— \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	694,7	738,2	—	—
Situation de capitalisation des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés - surplus (déficit)	4,5 \$	(112,6) \$	— \$	— \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes sans capitalisation	27,4	28,4	13,0	14,7
Situation de capitalisation totale - (déficit)	(22,9) \$	(141,0) \$	(13,0) \$	(14,7) \$

La Société prévoit verser des cotisations de 35,7 millions de dollars à ses régimes à prestations définies pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2014. Le montant réel pourrait différer de l'estimation selon les résultats des évaluations actuarielles qui seront effectuées en date du 31 décembre 2013.

Le tableau suivant présente la moyenne pondérée des principales hypothèses utilisées pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Obligation au titre des régimes à prestations définies		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	4,70 %	4,40 %
Taux de croissance de la rémunération	3,05 %	3,07 %
Coût au titre des régimes à prestations définies		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice précédent	4,40 %	5,25 %
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes ⁽¹⁾	6,00 %	6,40 %
Taux de croissance de la rémunération	3,05 %	3,07 %

⁽¹⁾ Le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes correspond à la moyenne pondérée du rendement attendu des diverses catégories d'actifs des régimes détenus. L'évaluation du rendement attendu par la direction est fondée sur les tendances historiques et les prévisions en matière de rendement du marché relativement à des actifs de durée similaire à l'obligation s'y rapportant.

Au 31 octobre 2013, le taux de croissance du coût des soins de santé relatif aux régimes pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était évalué à 7,0 % diminuant graduellement pour s'établir à 4,5 % d'ici 2018 ou 3,0 % d'ici 2028, selon le régime, et demeure constant par la suite.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

29 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation des principales hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies et sur le coût au titre des régimes à prestations définies pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Les sensibilités de chacune des hypothèses ont été calculées sans tenir compte de la modification des autres hypothèses.

	Obligation au titre des prestations définies	Coût au titre des régimes à prestations définies
Augmentation (diminution)		
Incidence d'une augmentation de 1 % du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	s.o.	(6,2) \$
Incidence d'une diminution de 1 % du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	s.o.	6,2 \$
Incidence d'une augmentation de 1 % du taux d'actualisation	(84,4) \$	2,3 \$
Incidence d'une diminution de 1 % du taux d'actualisation	101,4 \$	(3,5) \$
Incidence d'une augmentation de 1 % du taux de croissance du coût des soins de santé	1,3 \$	— \$
Incidence d'une diminution de 1 % du taux de croissance du coût des soins de santé	(1,1) \$	— \$

Le coût au titre des régimes à prestations définies pour les exercices clos les 31 octobre comprend les éléments suivants :

	Prestations de retraite		Autres avantages postérieurs à l'emploi		Total	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Coût des services rendus	1,4 \$	2,4 \$	— \$	0,1 \$	1,4 \$	2,5 \$
Coût des services passés	—	0,1	—	—	—	0,1
Intérêts sur l'obligation au titre des régimes à prestations définies	33,1	31,0	0,6	0,5	33,7	31,5
Rendement prévu des actifs des régimes	(37,1)	(32,3)	—	—	(37,1)	(32,3)
Gain de compression des régimes	(0,4)	(1,9)	(0,3)	(1,5)	(0,7)	(3,4)
Effet d'un règlement	3,6	0,3	—	—	3,6	0,3
Variation du cours de change et autres	0,1	—	—	—	0,1	—
Coût au titre des régimes à prestations définies	0,7 \$	(0,4) \$	0,3 \$	(0,9) \$	1,0 \$	(1,3) \$

Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les charges opérationnelles aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012 ont été de (1,9) millions de dollars et de 1,7 million, respectivement. Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les frais de restructuration et autres coûts aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012 ont été de 2,9 millions de dollars et de (3,0) millions, respectivement.

Le tableau suivant présente le montant cumulatif des écarts actuariels avant impôts sur le résultat comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres avantages postérieurs à l'emploi		Total	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Solde des écarts actuariels avant impôts au début de l'exercice	107,9 \$	26,3 \$	0,4 \$	0,1 \$	108,3 \$	26,4 \$
Écarts actuariels avant impôts sur le résultat comptabilisés au cours de l'exercice	(84,1)	81,6	(1,1)	0,3	(85,2)	81,9
Solde des écarts actuariels avant impôts à la fin de l'exercice	23,8 \$	107,9 \$	(0,7) \$	0,4 \$	23,1 \$	108,3 \$

Le tableau suivant présente les coûts constatés dans les charges opérationnelles à l'état consolidé du résultat pour les régimes de retraite à cotisations définies et pour les régimes généraux et obligatoires pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Régimes de retraite à cotisations définies	18,9 \$	16,5 \$
Régimes généraux et obligatoires	19,1	17,9
	38,0 \$	34,4 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location simple de locaux et d'acquisition d'immobilisations corporelles, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de locations de locaux ⁽¹⁾	33,2 \$	104,0 \$	62,8 \$	200,0 \$
Contrats pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	6,2	0,5	—	6,7
	39,4 \$	104,5 \$	62,8 \$	206,7 \$

⁽¹⁾ La Société a conclu des opérations de sous-locations à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location simple venant à échéance entre 2014 et 2018. La Société estime pouvoir récupérer un montant totalisant 8,3 millions de dollars.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les principales garanties suivantes :

a) Indemnisations des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2013, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

b) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2013, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2013 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

31 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie, ainsi qu'à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société.

En raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société est protégée contre une concentration du risque de crédit. Au 31 octobre 2013, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante des débiteurs consolidés de la Société. Au 31 octobre 2013, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. De plus, la Société a contracté une police d'assurance-crédit couvrant la plupart de ses clients importants pour un montant maximum de 20 millions de dollars. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction du type de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus trimestriellement par la direction. La Société enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

31 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Société est exposée au risque de crédit relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations. Toutefois, elle ne prévoit pas une telle éventualité puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Au 31 octobre 2013, l'exposition maximale à ce risque de crédit est négligeable (0,8 million de dollars au 31 octobre 2012) et représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la Société.

Débiteurs en souffrance :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Comptes clients		
Dans les délais	248,4 \$	298,7 \$
1-30 jours en souffrance	106,2	86,8
31-60 jours en souffrance	24,5	22,8
Plus de 60 jours en souffrance	23,8	30,5
	402,9	438,8
Provision pour créances douteuses	(9,6)	(14,5)
Autres débiteurs	27,9	25,5
	421,2 \$	449,8 \$

Provision pour créances douteuses :

La provision pour créances douteuses a varié comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Solde au début de l'exercice	14,5 \$	7,2 \$
Regroupement d'entreprise	—	8,1
Dépense pour créances douteuses	3,3	3,2
Créances recouvrées ou radiées	(8,2)	(4,0)
Solde à la fin de l'exercice	9,6 \$	14,5 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

31 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2013 :

2013	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	(272,7) \$	(272,7) \$	(272,7) \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	(347,2)	(381,3)	(229,5)	(90,4)	(8,8)	(52,6)
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	(9,3)	(9,7)	—	(9,7)	—	—
	(629,2)	(663,7)	(502,2)	(100,1)	(8,8)	(52,6)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	(0,8)	(34,0)	(31,9)	(2,1)	—	—
Entrées de fond	—	33,3	31,2	2,1	—	—
Swaps de taux d'intérêt	(0,4)	(0,6)	(0,6)	—	—	—
Swap de taux d'intérêt interdevises	(3,6)	(4,2)	(2,3)	(1,9)	—	—
	(4,8)	(5,5)	(3,6)	(1,9)	—	—
	(634,0) \$	(669,2) \$	(505,8) \$	(102,0) \$	(8,8) \$	(52,6) \$

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2012 :

2012	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	(332,3) \$	(332,3) \$	(332,3) \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	(487,6)	(552,7)	(303,3)	(167,6)	(25,8)	(56,0)
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	(8,1)	(8,5)	—	(8,5)	—	—
	(828,0)	(893,5)	(635,6)	(176,1)	(25,8)	(56,0)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	—	(60,9)	(55,9)	(5,0)	—	—
Entrées de fonds	0,8	62,1	56,9	5,2	—	—
Swaps de taux d'intérêt	(1,3)	(1,4)	(0,8)	(0,6)	—	—
Swap de taux d'intérêt interdevises	(9,6)	(9,9)	(3,9)	(6,0)	—	—
	(10,1)	(10,1)	(3,7)	(6,4)	—	—
	(838,1) \$	(903,6) \$	(639,3) \$	(182,5) \$	(25,8) \$	(56,0) \$

⁽¹⁾ Excluant les instruments financiers dérivés

⁽²⁾ Excluant les passifs non financiers

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités opérationnelles et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants. Ces contrats prévoient des clauses d'indexation des coûts équivalentes à celles exigées par ses fournisseurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

31 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans le but de réduire ce risque, la Société a pour objectif le maintien d'une combinaison adéquate de dettes à long terme à taux fixe et à taux variable. Au 31 octobre 2013, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 55 % de la dette totale (53 % au 31 octobre 2012), alors que la portion à taux fixe représente 45 % (47 % au 31 octobre 2012).

Au 31 octobre 2013, afin de réduire le risque de taux d'intérêt, la Société est partie à des swaps de taux d'intérêt sur la dette à long terme en dollars canadiens, pour un montant nominal de 100,0 millions de dollars, échéant en mai 2014. Les swaps sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2013 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice. Les swaps convertissent le taux d'intérêt variable basé sur le taux des acceptations bancaires en un taux fixe moyen de 3,47 %, incluant la majoration applicable. Considérant l'effet économique de ces instruments financiers dérivés, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 27 % de la dette totale (33 % au 31 octobre 2012), alors que la portion à taux fixe représente 73 % (67 % au 31 octobre 2012).

Au 31 octobre 2013, la Société est partie à un swap de taux d'intérêt interdevises, échéant en juillet 2015, afin de convertir le taux d'intérêt de la dette de 19,7 millions d'euros (28,4 millions de dollars), qui porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, au taux des acceptations bancaires majoré de 3,36 %. Cet instrument fixe également le taux de change à 1,5761. Le swap est désigné à titre d'instrument de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2013 et la relation de couverture a été efficace et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les autres éléments du résultat global :

2013		2012	
Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
(0,3) \$	— \$	(0,6) \$	0,2 \$

Une dépréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis, et achète du matériel de production en devise américaine et en euros. De plus, au 31 octobre 2013, la Société a des dettes à long terme en dollars américains et en euros, totalisant un montant de 75,0 millions de dollars américains et un montant de 19,7 millions d'euros (206,9 millions de dollars américains et 29,5 millions d'euros au 31 octobre 2012). Elle est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2013, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 32,5 millions de dollars américains (61,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2012), dont 30,5 millions et 2,0 millions seront vendus au cours des exercices se terminant les 31 octobre 2014 et 2015, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 15 mois, à des taux variant de 1,0006 à 1,0671. Les contrats de change à terme sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2013 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a désigné certaines dettes libellées en dollars américains comme éléments de couverture d'une portion équivalente de son investissement net dans ses établissements étrangers, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Le montant désigné a varié entre 20,0 millions et 41,0 millions de dollars américains au cours de l'exercice. La tranche efficace des pertes de change latentes sur la conversion de la dette libellée en dollars américains désignée comme élément de couverture représente un montant de 1,6 million de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 et a été comptabilisée aux autres éléments du résultat global.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

31 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les autres éléments du résultat global :

	2013		2012	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
Dollar américain	0,4 \$	(2,6) \$	0,5 \$	(4,4) \$
Euro	—	0,9	—	3,6

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait l'effet contraire sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

Juste Valeur

La valeur comptable de certains instruments financiers qui viennent à échéance à court terme correspond approximativement à leur juste valeur. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et les charges à payer et les provisions. Le tableau suivant indique la juste valeur et la valeur comptable de certains instruments financiers aux 31 octobre 2013 et 2012. La juste valeur est établie essentiellement à partir du calcul des flux de trésorerie actualisés ou en utilisant les cours du marché. La juste valeur calculée correspond approximativement aux montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés entre parties consentantes, d'après les données courantes du marché pour des instruments similaires. Par conséquent, de par sa nature estimative, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments.

	2013		2012	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dette à long terme	354,2 \$	347,2 \$	509,0 \$	487,6 \$
Contrats de change à terme	(0,8)	(0,8)	0,8	0,8
Swaps de taux d'intérêt	(0,4)	(0,4)	(1,3)	(1,3)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	(3,6)	(3,6)	(9,6)	(9,6)

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation. Les différents niveaux sont définis comme suit :

Niveau 1 - Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif et le passif, directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Contrats de change à terme	— \$	(0,8) \$	— \$	(0,8) \$
Swaps de taux d'intérêt	—	(0,4)	—	(0,4)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	—	(3,6)	—	(3,6)
	— \$	(4,8) \$	— \$	(4,8) \$
2012				
Contrats de change à terme	— \$	0,8 \$	— \$	0,8 \$
Swaps de taux d'intérêt	—	(1,3)	—	(1,3)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	—	(9,6)	—	(9,6)
	— \$	(10,1) \$	— \$	(10,1) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

32 GESTION DU CAPITAL

La Société gère la structure de capital et la modifie en fonction des changements dans la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant le maintien d'un ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, dépréciation d'actifs et gain sur acquisition d'entreprise, afin de conserver une cote de solvabilité élevée;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de pouvoir potentiellement saisir des occasions d'investissements stratégiques.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, dépréciation d'actifs et gain sur acquisition d'entreprise comme indicateur principal de mesure de levier financier. Le ratio d'endettement net se présente comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2013	2012
Dette à long terme	128,9 \$	204,1 \$
Portion courante de la dette à long terme	218,3	283,5
Trésorerie	(30,3) \$	(16,8)
Endettement net	316,9 \$	470,8 \$
Résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, dépréciation d'actifs et gain sur acquisition d'entreprise	349,1 \$	357,6 \$
Ratio d'endettement net	0,91x	1,32x

Au 31 octobre 2013, le ratio d'endettement net de la Société s'établissait à 0,91x (1,32x au 31 octobre 2012). L'encaissement d'un montant de 200,0 millions de dollars américains pour la renégociation de l'entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle* a eu un impact favorable sur les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles et explique principalement la baisse de l'endettement net qui est passé de 470,8 millions de dollars au 31 octobre 2012 à 316,9 millions au 31 octobre 2013.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

33 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels sont définis en fonction des types de produits et services offerts par la Société. Le secteur de l'impression tire ses revenus des activités d'impression de circulaires destinés à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur et de produits marketing personnalisés et de masse. Le secteur des médias tire ses revenus des activités d'édition de magazines, de journaux et de livres, d'une plateforme numérique diversifiée et d'un réseau de distribution de porte en porte de matériel publicitaire grâce auquel les annonceurs rejoignent directement les consommateurs. Le secteur des médias offre également des services et des produits marketing interactif personnalisés et de masse utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées à la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Autres Activités	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Total
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013					
Revenus	1 476,8 \$	711,6 \$	8,9 \$	(87,2) \$	2 110,1 \$
Charges opérationnelles	1 175,8	649,9	7,8	(72,5)	1 761,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	301,0	61,7	1,1	(14,7)	349,1
Frais de restructuration et autres coûts	15,8	12,5	—	(0,3)	28,0
Dépréciation d'actifs	7,0	162,5	—	0,5	170,0
Résultat opérationnel avant amortissement	278,2	(113,3)	1,1	(14,9)	151,1
Amortissement	78,4	21,3	0,3	5,3	105,3
Résultat opérationnel	199,8 \$	(134,6) \$	0,8 \$	(20,2) \$	45,8 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	222,6 \$	40,4 \$	0,8 \$	(20,0) \$	243,8 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	40,7 \$	27,9 \$	— \$	12,4 \$	81,0 \$
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012					
Revenus	1 480,5 \$	712,0 \$	8,5 \$	(88,9) \$	2 112,1 \$
Charges opérationnelles	1 195,9	636,2	7,5	(85,1)	1 754,5
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	284,6	75,8	1,0	(3,8)	357,6
Frais de restructuration et autres coûts	47,3	7,7	—	—	55,0
Dépréciation d'actifs	2,5	229,5	—	—	232,0
Gain sur acquisition d'entreprise	(32,1)	—	—	—	(32,1)
Résultat opérationnel avant amortissement	266,9	(161,4)	1,0	(3,8)	102,7
Amortissement	85,0	21,5	0,3	5,6	112,4
Résultat opérationnel	181,9 \$	(182,9) \$	0,7 \$	(9,4) \$	(9,7) \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	199,6 \$	54,3 \$	0,7 \$	(9,4) \$	245,2 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	49,5 \$	36,6 \$	— \$	4,8 \$	90,9 \$

⁽¹⁾ Les principaux décideurs opérationnels de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts, les dépréciations d'actifs et le gain sur acquisition d'entreprise.

⁽²⁾ Ces montants incluent les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres éléments d'actif non courants, excluant ceux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'ils soient payés ou non.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

33 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les revenus de la Société par principaux produits et services pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

	2013	2012
Principaux produits et services		
Produits d'impression	1 390,9 \$	1 396,2 \$
Produits d'édition	426,3	433,5
Produits numériques et interactifs	151,3	144,6
Autres produits et services	141,6	137,8
	2 110,1 \$	2 112,1 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Secteurs opérationnels		
Actif		
Secteur de l'impression	1 145,4 \$	1 248,3 \$
Secteur des médias	605,7	781,1
Siège social et éliminations intersectorielles ⁽¹⁾	108,2	106,8
	1 859,3 \$	2 136,2 \$

⁽¹⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les immobilisations corporelles et les impôts sur le résultat différés non alloués aux secteurs et comprend également des montants négligeables relatifs aux autres activités.

Les différentes composantes sectorielles géographiques des états consolidés du résultat et des états consolidés de la situation financière pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

Secteurs géographiques	2013	2012
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 867,4 \$	1 885,8 \$
Exportations	137,5	125,0
États-Unis	105,2	101,3
	2 110,1 \$	2 112,1 \$
	Au 31 octobre 2013	Au 31 octobre 2012
Actifs non courants ⁽¹⁾		
Canada	1 019,7 \$	1 214,0 \$
États Unis	122,2	126,8
	1 141,9 \$	1 340,8 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, le goodwill, les autres éléments d'actif non courants, et excluent les actifs relatifs aux instruments financiers dérivés, les actifs d'impôt sur le résultat différés et les actifs au titre des régimes à prestations définies.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

34 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 5 décembre 2013, la Société a annoncé la conclusion d'un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir tous les journaux locaux du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média inc., pour un prix d'achat de 75,0 millions de dollars. Cet accord a été approuvé par les conseils d'administration de Transcontinental inc. et de Québecor Média inc. et la transaction est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires en vertu de la Loi sur la concurrence du Canada.